



Traitement des données issues de la consultation en ligne sur le Revenu universel d'activité

Décembre 2019

“opinionway

15 place de la République 75003 Paris



ESOMAR
| member



Frédéric Micheau

Directeur des études d'opinion

Directeur de département

Tel: 01 81 81 83 00

fmicheau@opinion-way.com



La consultation en quelques chiffres :

❖ 8 100 participants

Un participant est considéré comme tel à partir du moment où il est inscrit sur la plateforme www.consultation-rua.gouv.fr, a au moins rédigé une contribution (proposition spontanée ou argument), un vote sur une proposition ou un argument ou encore soumis une source.

❖ 10 813 contributions et 82 200 votes

Sur les 10 813 contributions, les participants ont rédigé 1739 propositions spontanées, 8986 arguments et 70 sources.

❖ 3 285 participants rédacteurs de contributions

1 043 participants ont rédigé au moins une proposition et 2 706 au moins un argument « pour » ou un argument « contre » une proposition.

01



Les modalités de recueil des données et la méthodologie de traitement des données



La méthodologie



Les réponses ont été recueillies sur le site www.consultation-rua.gouv.fr qui a été conçu, mis en ligne et administré par la société **Cap Collectif**.

La consultation a été accessible à toutes les personnes souhaitant y participer, du **9 octobre au 20 novembre 2019**.



Le traitement de l'ensemble des données issues de cette consultation a été réalisé par **OpinionWay** en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 2052**.

Les verbatims issus des questions ouvertes (arguments et propositions citoyennes) et les questions fermées (votes sur les propositions) ont été traités par **OpinionWay**.

La méthodologie utilisée pour le traitement des données a été présentée au comité de pilotage de la consultation citoyenne sur le revenu universel d'activité.



Les contributions sont issues du site www.consultation-rua.gouv.fr.

Aucune question n'impliquait une obligation de répondre. Par conséquent, le taux de réponse varie en fonction des thèmes de la consultation.



La méthode de codification manuelle

Ont été codifiées les arguments « pour » et les arguments « contre » en réaction aux propositions ministérielles ainsi que les « lots de propositions » de chaque sous-thème.

La codification manuelle s'est déroulée en trois étapes :

❖ La réalisation des plans de codes

La première étape a consisté en un balayage de toutes les contributions rédigées (propositions spontanées et arguments) par les participants. Au cours de cette étape, ont été réalisés des plans de codes qui permettent de résumer en plusieurs catégories les thèmes principaux évoqués par les participants à une proposition ministérielle ou spontanée.

Les différents thèmes qui émergent peuvent être répartis en catégories très générales, ainsi qu'en sous-catégories.

❖ La codification des contributions

Ensuite, nous avons attribué à chaque contribution rédigée (propositions spontanées et arguments) un ou plusieurs codes émanant des plans de codes réalisés en amont, dès lors que l'idée évoquée dans la contribution correspondait à des catégories définies dans les plans de codes.

❖ La vérification de la codification

Cette dernière étape a consisté à reprendre la base de données codée, code par code, afin de s'assurer que l'attribution des codes est exacte. Elle a été réalisée par une autre personne que celle ayant réalisé la codification.



Les données recueillies - Les thèmes

Les réponses ont été recueillies sur le site <https://www.consultation-rua.gouv.fr>

Ce site a été conçu, mis en ligne et administré par la société **Cap Collectif**.

La consultation était divisée en **trois grands thèmes** :



Dans chaque thème, on pouvait trouver :

- Des **propositions** qui sont soumises par **le Ministère** ;
- Des **propositions spontanées** qui sont soumises par **les participants**.



Sous-thèmes

Proposition émise par le Ministère

Proposition spontanée



Les données recueillies - Le détail des propositions, les arguments et les votes

Pour chaque proposition, les participants pouvaient à son égard voter « d'accord », « pas d'accord » ou « mitigé » mais aussi rédiger des arguments « pour » ou « contre » la proposition.

Proposition émise par le Ministère

Proposition 1. Offrir un système plus lisible

Ministère des Solidarités et de la Santé • 7 oct. • Modifiée Épinglé

Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales

668 votes • 193 arguments • 0 source

Aujourd'hui, selon sa situation, une personne peut demander plusieurs aides différentes en même temps. Par exemple le RSA si elle n'a pas d'activité et les APL pour financer son logement.

Le Revenu universel d'activité vise à regrouper les minima sociaux, la prime d'activité et les aides au logement pour lutter plus efficacement contre la pauvreté.

D'accord Mitigé Pas d'accord

668 votes

193 arguments 0 source

Résultats du vote

502 80 86

Zones pour argumenter pour ou contre la proposition

Boutons pour voter sur l'argument

133 arguments pour

Vivien Bonnefon • 9 octobre 2019 à 16:39

Simplifier l'accès au prestation permet à plus un grand nombre d'ayants droits d'en bénéficier. Une seule demande au lieu de plusieurs demandes éparpillées est une simplification utile...

D'accord 0 Signaler Partager

FG92 • 9 octobre 2019 à 16:37

Le regroupement de toutes les aides dont les APL devrait être encadré par les services sociaux pour aider les ménages fragiles qui bien souvent sont dans l'incapacité de gérer un budget. Un versement des APL au bailleur peut aider. Pour ce qui concerne la CAF, la France ne la reconnaissant pas, la polygamie ne devrait pas pouvoir être prise en compte dans le calcul de l'ouverture des droits.

60 arguments contre

Dave B • 9 octobre 2019 à 16:46

Mélanger l'AAH avec les autres minima est une abération

D'accord 0 Signaler Partager

Vivien Bonnefon • 9 octobre 2019 à 16:40

Attention à ce que ce regroupement de différentes aides ne masque pas une coupe dans ces aides, et qu'à la fin les bénéficiaires soient perdants en touchant moins...

D'accord 0 Signaler Partager

FAELENS • 9 octobre 2019 à 16:28

Ne pas tout "globaliser" car chaque cas est très différent.

D'accord 0 Signaler Partager

Proposition émise par le Ministère

Résultats du vote

Zones pour argumenter pour ou contre la proposition

Boutons pour voter sur l'argument

02

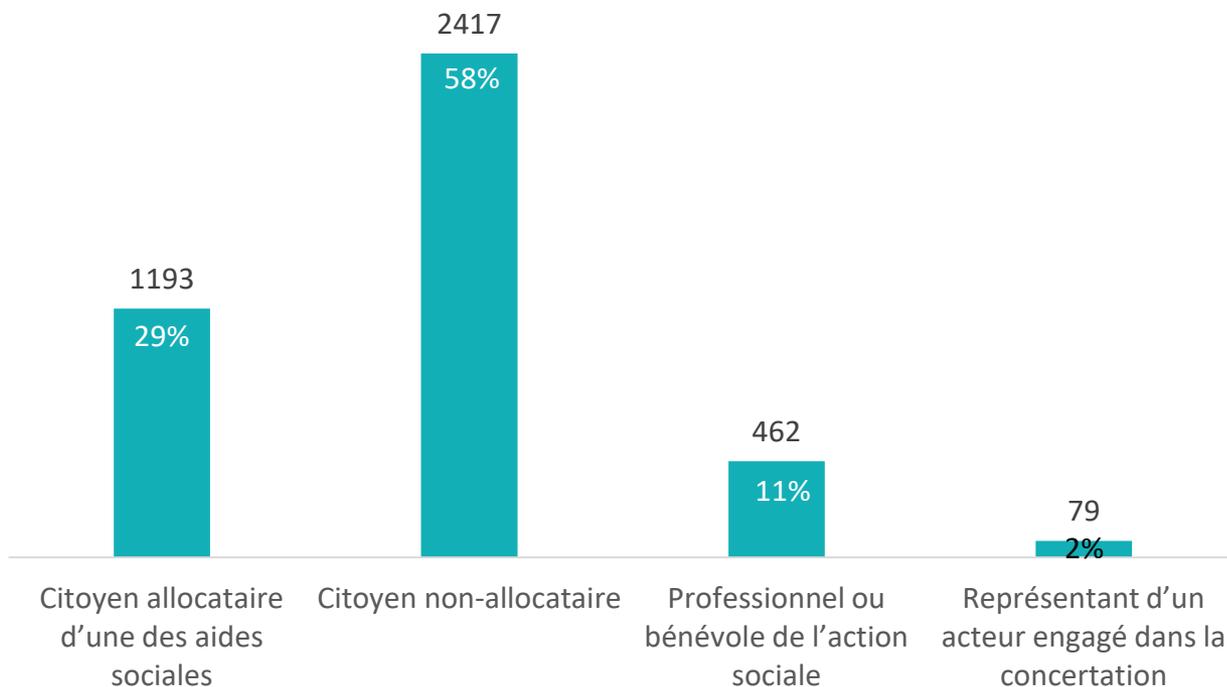


Le profil des participants



Le profil des participants

➤ Parmi les 8100 participants, 4151 ont renseigné leur profil (soit 51%) répartis comme suit :





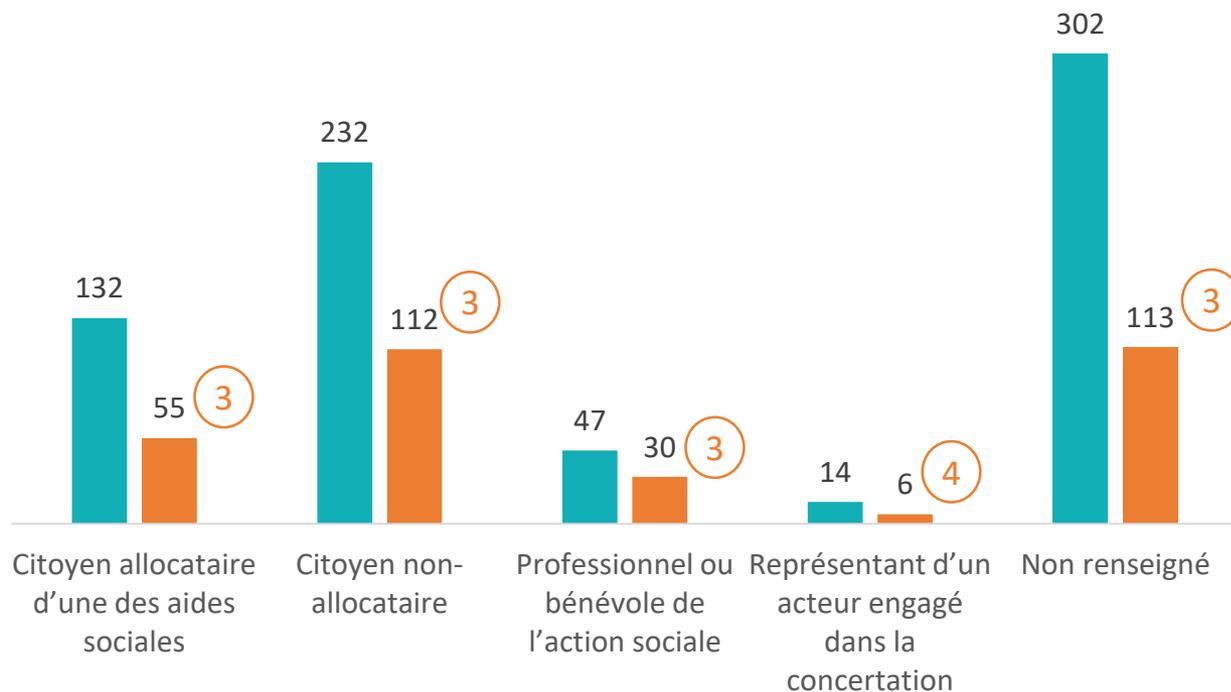
La mono ou multi-contribution en fonction du statut - Les propositions

Voici le nombre de **répondants uniques** ayant émis une ou plusieurs propositions, **en fonction du nombre de propositions émises** :

Les mono-contributeurs : une seule proposition rédigée ;

Les multi-contributeurs : plusieurs propositions rédigées ;

Le **nombre moyen de propositions** est détaillé dans la **bulle** (...) à droite du nombre de multi-contributeurs.



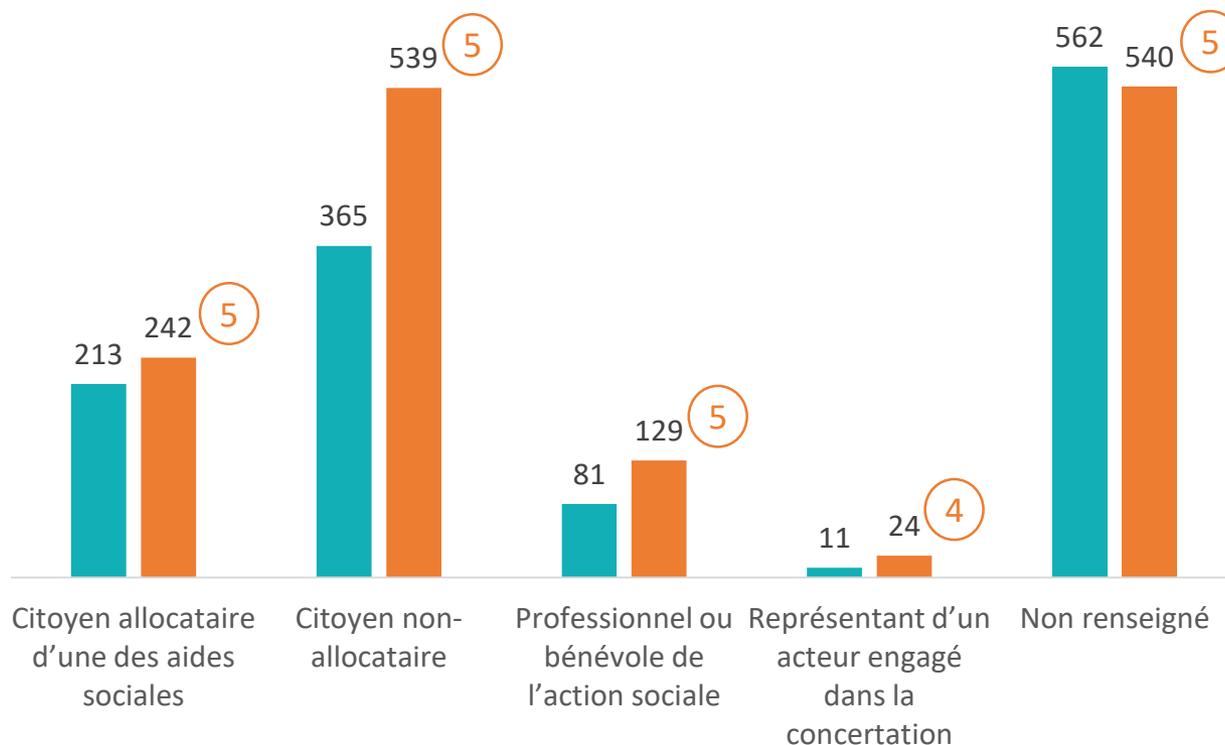


La mono ou multi-contribution en fonction du statut - Les arguments

Voici le nombre de **répondants uniques** ayant rédigé un ou plusieurs arguments, **en fonction du nombre d'arguments rédigés** :

- **Les mono-contributeurs** : un seule argument rédigé ;
- **Les multi-contributeurs** : plusieurs arguments rédigés ;

Le **nombre moyen d'arguments** est détaillé dans la **bulle (...)** à droite du nombre de multi-contributeurs.





Le nombre de répondants uniques par thèmes - Hors votes et sources

Est comptabilisé ci-après le nombre de répondants uniques ayant rédigé une contribution :

- ❖ Soit en ayant émis une **proposition**
- ❖ Soit en ayant rédigé un **argument** « pour » ou « contre » en réaction à une proposition.

Les contributions sous forme de votes ou de sources ne sont pas comptabilisées ici.

	Thème 1 : Pourquoi le Revenu universel d'activité ?	Thème 2 : A qui le Revenu universel d'activité devra-t-il s'adresser ?	Thème 3 : Comment devra fonctionner le Revenu universel d'activité ?	TOTAL CONSULTATION
Répondants uniques ayant émis <u>au moins une</u> contribution	2147	1420	1041	3285
...dont <u>au moins une</u> proposition	568	447	335	1043
...dont <u>au moins un</u> argument	1784	1098	799	2706

03



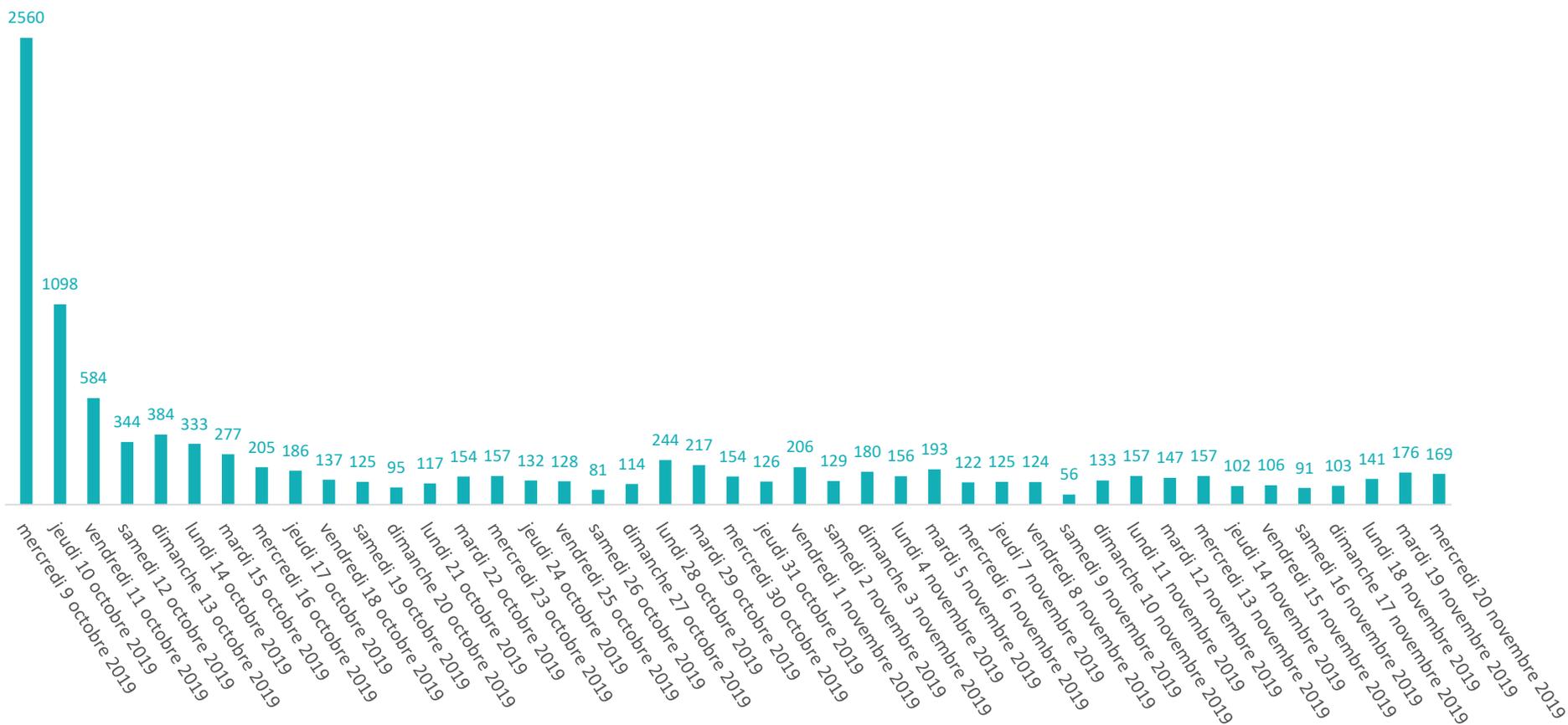
**L'état des lieux
de la participation**



L'évolution du nombre de contributions par jour - Hors votes et sources

Voici les contributions quotidiennes, comprenant le **total de contributions rédigées** : propositions et arguments.

Les contributions sous forme de votes ou de sources ne sont pas comptabilisées ici.





Le détail du nombre de contributions - Par thèmes

	Thème 1 : Pourquoi le Revenu universel d'activité ?	Thème 2 : A qui le Revenu universel d'activité devra-t-il s'adresser ?	Thème 3 : Comment devra fonctionner le Revenu universel d'activité ?	TOTAL CONSULTATION
Contributions	6088	2509	2216	10813
...dont Propositions	837	487	433	1757
.....dont Propositions du Ministère	10	3	5	18
.....dont Propositions spontanées	827	484	428	1739
...dont Arguments	5204	2005	1777	8986
...dont Sources	47	17	6	70



Le nombre de contributions - Par sous-thèmes du Thème 1

	Thème 1 : Pourquoi le Revenu universel d'activité ?			
	1. Offrir un système plus lisible	2. Assurer une existence digne aux allocataires	3. Encourager la reprise d'activité	4. Répondre à un principe d'équité
Propositions	459	126	146	106
<i>...dont Propositions du Ministère</i>	<i>2</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
<i>...dont Propositions spontanées</i>	<i>457</i>	<i>124</i>	<i>143</i>	<i>103</i>
Propositions spontanées à 100 votes et plus	4	3	1	0



Le nombre de contributions - Thème 2

Thème 2 : A qui le Revenu universel d'activité devra-t-il s'adresser ?

Propositions	487
<i>...dont Propositions du Ministère</i>	<i>3</i>
<i>...dont Propositions spontanées</i>	<i>484</i>
Propositions spontanées à 100 votes et plus	2



Le nombre de contributions - Par sous-thèmes du Thème 3

Thème 3 : Comment devra fonctionner le Revenu universel d'activité ?

1. Les conditions à remplir pour bénéficier du Revenu universel d'activité

2. Les modalités de demande du Revenu universel d'activité

3. Le financement du Revenu universel d'activité

Propositions

288

48

97

...dont Propositions du Ministère

2

2

1

...dont Propositions spontanées

286

46

96

Propositions spontanées à 100 votes et plus

2

0

0

04



La présentation des résultats

“ La présentation des résultats d’une question fermée - Les votes

Exemple

Titre de la diapositive rédigé par OpinionWay

Rappel du type de proposition, de son titre et de sa formulation intégrale

“ La proposition #1 : « Regrouper et harmoniser un maximum d’aides sociales » - Le résultat des votes

Proposition ministérielle

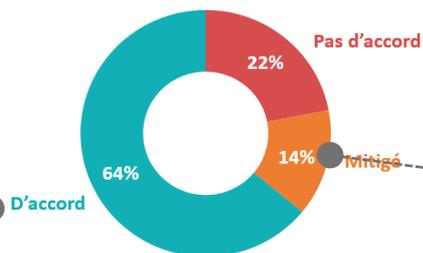
Regrouper et harmoniser un maximum d’aides sociales

Aujourd’hui, selon sa situation, une personne peut demander plusieurs aides différentes en même temps. Par exemple le RSA si elle n’a pas d’activité et les APL pour financer son logement. Le Revenu universel d’activité vise à regrouper les minima sociaux, la prime d’activité et les aides au logement pour lutter plus efficacement contre la pauvreté.

3538 votes

Indication du nombre de votes

Reprise de tous les items de réponse



Résultats en pourcentages de chaque item de réponse, sans aucune pondération, en respectant l’ordre du questionnaire

“ La présentation des résultats d’une question ouverte

Exemple

Titre de la diapositive rédigé par OpinionWay

“ La proposition #1 : « Regrouper et harmoniser un maximum d’aides sociales » - Les arguments « Pour » (1/2)

Rappel du type de proposition et de son titre

Proposition ministérielle

Regrouper et harmoniser un maximum d’aides sociales

57% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

628 arguments « Pour »

Indication du nombre de contributions rédigées

Rappel de la base de contributions

ARGUMENTS GENERAUX	55.1%
En termes de gestion/administration	40.6%
Une simplification administrative / Une organisation générale/ Une réduction de la lourdeur administrative	29.9%
C'est bien d'harmoniser (sp) / Bonne idée (sp) / D'accord (sp) / Simplification (sp)	8.4%
Les contrôles seront plus simples / Cela permettra d'optimiser les contrôles / Plus de transparence / Une meilleure lutte contre les abus	3.7%
Une réduction des coûts de gestion	3.2%
D'un point de vue social	22.1%
Limitera le non recours aux aides (personnes mal ou non informées de leurs droits ...) / Meilleure lisibilité des aides	10.4%
Ce revenu doit être universel, s'appliquer à toutes les catégories / Le RUA soit identique pour tous les citoyens	5.7%
Luttera contre la pauvreté / Soutiendra les plus démunis (cas de coup dur)/Optimisera l'accompagnement des allocataires	4.8%
Limitera les inégalités entre les Français (travailleur/non travailleur, invalidité..) / Traitement égalitaire	1.6%
Permettra de favoriser les bonnes volontés à travailler/ Responsabilisant	1.4%
AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	48.1%
Les conditions de calculs	30.7%
Exclure les APL	7.0%
Introduire dans le calcul la participation citoyenne (contrepartie) / Lutter contre l'assistanat / Responsabiliser	5.3%
Y introduire d'autres aides comme les prestations familiales / Substitution au RSA et PPA / Aides régionales ...	5.1%
Lutter contre les fraudes	4.6%
Individualiser les parcours (réalités individuelles)	3.3%
Plafonner le RUA / Seuil maximum (smic ...)	3.3%
Baser son attribution sur la déclaration des revenus/ Tous les revenus	2.1%
Baser son calcul sur le coût de la vie	1.3%
Ne pas l'attribuer aux citoyens migrants ou personnes n'ayant pas cotisé en France	1.0%

Détail des thèmes évoqués dans chaque catégorie et sous-catégories de réponses

Le total des réponses peut être supérieur à 100% car plusieurs idées peuvent avoir été citées au sein d'une même contribution

05



Les résultats



Les résultats du Thème 1 :
« Pourquoi le Revenu universel d'activité ? »



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 1

« Pourquoi le Revenu universel d'activité ? » -

Sous-thème 1 « Offrir un système plus lisible »



458
propositions

	CRITERES DE VERSEMENT	45,2%
Bénéficiaire du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, dès la naissance / Adapter le nom du dispositif	10,5%	
Individualiser les parcours d'attribution des aides sociales (profils, âges, résidence...)	9,8%	
Introduire une clause d'obligation et de moyens de l'Etat (accompagnement, information, réduire le non recours)	7,4%	
Partir d'un montant minimal pour un individu seul, à partir d'un certain âge, puis augmentation ou diminution progressive (un supplément par enfant, en fonction de la situation...)	7,2%	
Des règles de calcul justes (indexation sur le coût de la vie, imposition sur le revenu, ne doit pas être supérieur à un salaire pour un actif, impact sur prime pour l'emploi...)	6,8%	
Introduire une contrepartie par des actions responsabilisantes : participation à des travaux d'intérêt général, reconnaissance des actions bénévoles, éco-participation, impôts	5,0%	
Verser le Revenu universel d'activité à toutes les personnes dont les salaires sont inférieurs au revenu minimum	1,1%	
Définir clairement les critères de pauvreté	0,4%	
EXPRIME UN AVIS SUR LE REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ		35,4%
Négatif - Doutes		18,8%
Méfiance à l'égard du Revenu universel d'activité, les motivations réelles du Gouvernement (mensonge, transformer nos droits en devoirs...) / Pas d'accord	9,8%	
Pose la question du financement et de la gestion du Revenu universel d'activité	4,8%	
Veiller à ce que ce revenu ne génère aucune perte en matière d'aides / Fusion c'est le risque de diminution des aides	2,4%	
Le Revenu universel d'activité ne résoudra pas les problèmes réels auxquels les citoyens sont confrontés (absence de formation...)	1,5%	
Le Revenu universel d'activité présente le risque d'encourager l'assistanat	1,3%	
Positif - Avantages		17,5%
Le Revenu universel d'activité est une simplification : plus simple à contrôler, à gérer, correspondance avec les organismes sociaux (CAF, assurance maladie)	8,7%	
Le Revenu universel d'activité permettra de relancer l'économie et l'investissement social : l'emploi (car possibilité de démissionner, fin du RSA...) et la consommation (accès au prêt ...), vie associative	5,9%	
Le Revenu universel d'activité permettra de lutter plus efficacement contre la pauvreté	2,6%	
Le Revenu universel d'activité permettra de s'adapter à l'ère du numérique (numérisation, robotisation, plein emploi inexistant...)	1,3%	
Exprime un autre avis positif sur l'initiative (intéressante, véritable progrès...)	1,1%	
MODALITE DE CALCUL		24,2%
Dissocier l'AAH du Revenu universel d'activité / Ou les dossiers "maladie chronique, ALD" / Aides relatives à la dépendance	11,4%	
Fusionner l'ensemble des aides actuellement existantes/Une seule formule/Revenu de remplacement	7,6%	
Calculer sur les revenus les plus récents est une façon d'être réactif à l'égard des besoins réels, plus transparents (actualisation mensuelle, automatisée, ...)	3,9%	
Dissocier les APL du Revenu universel d'activité	3,5%	
AUTRES PROPOSITIONS		7,6%
Proposer d'autres solutions de lutte contre le chômage et l'exclusion (entreprises solidaires, augmenter le smic, fin du gel des salaires...)	4,4%	
Mettre en place des dispositifs encourageant les entreprises à recruter les personnes les plus vulnérables	0,9%	
Autres	2,6%	



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 1

« Pourquoi le Revenu universel d'activité ? » -

Sous-thème 2 « Assurer une existence digne aux allocataires »



125 propositions

	CRITERES DE VERSEMENT	48,8%
	Veiller à ce que les plus démunis, les plus fragiles en bénéficient / Vivre dignement	24,0%
	limiter l'assistanat, encadrer le versement des aides, plus de réglementation dans l'attribution	16,8%
	Bénéficier du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, dès la naissance	7,2%
	Rattacher l'attribution à une "activité" (travail, retour à l'emploi, formation, les indépendants...) comme son nom l'indique	3,2%
	EXPRIME UN AVIS SUR LE REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ	26,4%
	Négatif - Doutes	24,0%
	Méfiance à l'égard du Revenu universel d'activité , les motivations réelles du Gouvernement (mensonge, transformer nos droits en devoirs, manque d'information ...)	12,8%
	Un dispositif inégalitaire à l'égard des personnes en situation de handicap, en incapacité partielle ou totale de travailler	11,2%
	Positif - Avantages	2,4%
	Exprime un soutien à l'égard du Revenu universel d'activité	2,4%
	MODALITE DE CALCUL	12,8%
	Partir d'un montant minimal pour un individu seul, à partir d'un certain âge, puis un supplément par enfant, en fonction du foyer fiscal	8,0%
	Définir le montant en fonction du coût de la vie / Indexation sur l'inflation	4,8%
	AUTRES PROPOSITIONS	24,0%
	Mettre plus de moyens en matière d'accompagnement (soutenir les associations, partir de ce qui existe déjà, plus de formations, accès au logement...)	16,0%
	Autres	8,0%



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 1

« Pourquoi le Revenu universel d'activité ? » -

Sous-thème 3 « Encourager la reprise d'activité »



146
propositions

	CRITERES DE VERSEMENT	58,9%
Garantir un des moyens en matière d'accompagnement social, de retour à l'emploi : inciter les entreprises à l'embauche, encourager la création d'entreprise, la création d'emploi		21,9%
Introduire une contrepartie, actions responsabilisantes, contrats prévoyants (associations, travaux d'intérêt commun, impôt pour tous)...		13,0%
La clause de retour à l'emploi est indispensable mais doit être ajustable (recherche de formation ...)		8,2%
Dissocier l'AAH du Revenu universel d'activité / Ou les dossiers "maladie chronique, ALD" / Aides relatives à la dépendance (santé)		8,2%
Bénéficier du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, pour tous les statuts		6,8%
Ajuster la contrainte de reprise d'activité à la situation (handicap, retraité, ...) / Laisser le choix de la reprise d'activité (tenir compte des aspirations personnelles, la motivation)		5,5%
Prévoir des clauses spécifiques pour les personnes en incapacité partielle ou totale de travailler (bénéficiaire de AAH / ALD/maladie chronique...)		5,5%
	Imposer le Revenu universel d'activité	1,4%
	AUTRES PROPOSITIONS	45,2%
Mettre davantage de moyen dans le suivi et l'accompagnement (accompagnement admin, budget pôle emploi plus important, référent allocataire, accompagnement mobilité, approche psychosociale ...)		21,9%
Limitier le risque d'inégalité perçues entre actifs vs non-actifs (augmenter le smic, prime de pénibilité, personnes en incapacité de travailler...)		10,3%
Proposer des alternatives au versement pécunier (chèque cadeau, avantage en nature, vêtement, accès aux transports et au logement, ...)		8,9%
	Autres	4,8%



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 1

« Pourquoi le Revenu universel d'activité ? » -

Sous-thème 4 « Répondre à un principe d'équité »



105
propositions

	CRITERES DE VERSEMENT	33,3%
	Faire en sorte que chacun ait les mêmes droits (notamment à partir de 18 ans)	13,3%
	Mettre en place des mesures de contrôle pour limiter les fraudes	9,5%
	Moduler le revenu selon la situation socio-administrative (célibataire, nationalité, résidant longue durée...)	7,6%
	Introduire une contrepartie, actions responsabilisantes, contrats prévoyants ou imposition (casier vierge, maîtrise de la langue française, participation à l'effort collectif)...	4,8%
	Conditionner le montant au temps d'activité (temps plein, partiel, mise en place de travaux d'intérêt général pour les inactifs, bonus reprise d'activité)	2,9%
	MODALITE DE CALCUL	32,4%
	Bénéficier du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, pour tous les statuts	15,2%
	Mettre l'accent sur la jeunesse	7,6%
	Créer un système d'impôt négatif	3,8%
	Faire en sorte que le montant ne soit pas inférieur à la somme cumulée des aides actuelles / Seuil / Plafonner (minimum vs maximum)	2,9%
	Définir le montant en fonction du coût de la vie / Indexation sur l'inflation	1,9%
	Tenir compte de la part importante engagée dans le loyer	1,0%
	EXPRIME UN AVIS SUR LE REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ	20,0%
	Sentiment d'injustice général / à l'idée d'intégrer l'AAH ou les APL au Revenu universel d'activité / Désaccord	13,3%
	Méfiance à l'égard du Revenu universel d'activité, les motivations réelles du Gouvernement (mensonge, transformer nos droits en devoirs...)	6,7%
	AUTRES PROPOSITIONS	15,2%
	Mettre en place un accompagnement renforcé	2,9%
	Croiser l'ensemble des données des citoyens sur une plateforme unique	1,9%
	Engager des actions pour la baisse des prix (charges, nourriture...)	1,0%
	Autres	9,5%

a.



Le sous-thème 1 :
« Offrir un système plus
lisible »



La proposition #1 : « Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales » - Le résultat des votes

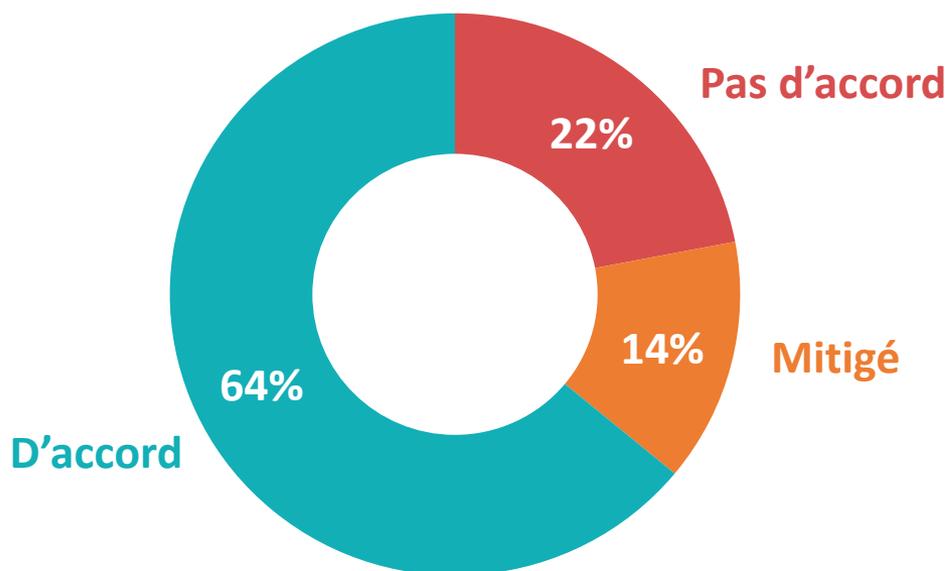
Proposition ministérielle



3538
votes

Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales

Aujourd'hui, selon sa situation, une personne peut demander plusieurs aides différentes en même temps. Par exemple le RSA si elle n'a pas d'activité et les APL pour financer son logement. Le Revenu universel d'activité vise à regrouper les minima sociaux, la prime d'activité et les aides au logement pour lutter plus efficacement contre la pauvreté.



“ La proposition #1 : « Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales » - Les arguments « Pour » (1/2)

Proposition ministérielle

Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales

57% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »



628 arguments
« Pour »

	ARGUMENTS GENERAUX	55.1%
	En termes de gestion/administration	40.6%
Une simplification administrative / Une organisation générale/ Une réduction de la lourdeur administrative		29.9%
C'est bien d'harmoniser (sp) / Bonne idée (sp) / D'accord (sp)/ Simplification (sp)		8.4%
Les contrôles seront plus simples / Cela permettra d'optimiser les contrôles / Plus de transparence / Une meilleure lutte contre les abus		3.7%
Une réduction des coûts de gestion		3.2%
	D'un point de vue social	22.1%
Limitera le non recours aux aides (personnes mal ou non informées de leurs droits ...) / Meilleure lisibilité des aides		10.4%
Ce revenu doit être universel, s'appliquer à toutes les catégories / Le Revenu universel d'activité soit identique pour tous les citoyens		5.7%
Luttera contre la pauvreté / Soutiendra les plus démunis (cas de coup dur)/ Optimisera l'accompagnement des allocataires		4.8%
Limitera les inégalités entre les Français (travailleur/non travailleur, invalidité..) / Traitement égalitaire		1.6%
Permettra de favoriser les bonnes volontés à travailler/ Responsabilisant		1.4%
	AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	48.1%
	Les conditions de calculs	30.7%
Exclure les APL		7.0%
Introduire dans le calcul la participation citoyenne (contrepartie) / Lutter contre l'assistanat / Responsabiliser		5.3%
Y introduire d'autres aides comme les prestations familiales / Substitution au RSA et PPA / Aides régionales ...		5.1%
Lutter contre les fraudes		4.6%
Individualiser les parcours (réalités individuelles)		3.3%
Plafonner le Revenu universel d'activité / Seuil maximum (smic ...)		3.3%
Baser son attribution sur la déclaration des revenus/ Tous les revenus		2.1%
Baser son calcul sur le coût de la vie		1.3%
Ne pas l'attribuer aux citoyens migrants ou personnes n'ayant pas cotisé en France		1.0%

“ La proposition #1 : « Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales » - Les arguments « Pour » (2/2)

Proposition ministérielle

Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales

57% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

628 arguments
« Pour »

AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	48.1%
Conditions de reversements/Attribution	20.4%
L'AAH conserve sa spécificité / Dissocier l'AAH du Revenu universel d'activité	7.0%
Son calcul n'induit pas une réduction des aides globales	5.3%
Sa gestion soit faite par des gens compétents / Guichet unique	4.9%
Sa mise en pratique soit juste / Claire / Non exclusive	2.7%
Etre vigilant dans son application à l'égard des personnes en situation de handicap, bénéficiaires de l'AAH ou du minimum vieillesse pour ne pas les défavoriser	1.0%
AUTRES AVIS	11.6%
Exprime un doute (perte de pouvoir d'achat, désavantage selon les catégories, mode de calcul...)	6.1%
Exprime un désaccord / Dit avoir voté « contre »	3.2%
Donner davantage de précisions sur les bénéficiaires	0.8%
Autres	1.6%



La proposition #1 : « Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales » - Les arguments « Contre »



469 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Regrouper et harmoniser un maximum d'aides sociales

43% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

	ARGUMENTS GENERAUX	83.4%
	En termes de gestion/administration	52.2%
	Dissocier l'AAH	31.6%
Quid des APL : quelle part reversée au propriétaire ? Ne pas les inclure dans le Revenu universel d'activité ?		22.2%
Des interrogations sur les critères d'attribution et de calcul		3.8%
	Dissocier l'ASPA	2.6%
Risque de dysfonctionnement / Erreurs de calcul / Perte de données		1.3%
	D'un point de vue social	40.3%
Risque de générer des inégalités / Des injustices car les aides actuelles se font sur des barèmes différents		18.3%
	Risque de baisse du montant global des aides	12.6%
	L'attribution du Revenu universel d'activité doit être universel	6.0%
Risque d'encourager l'assistanat / Aucune aide sans contrepartie pour la collectivité (imposition) / Valoriser le travail		5.5%
	AUTRES AVIS	19.6%
	Exprime un doute à l'égard des intentions réelles du Gouvernement / Manque de confiance	11.3%
	Renforcer les contrôles / Aucune aide sans renforcement des contrôles / Lutter contre la fraude	4.1%
	Exprime un avis positif (idée intéressante...)	1.3%
	Autres	3.2%

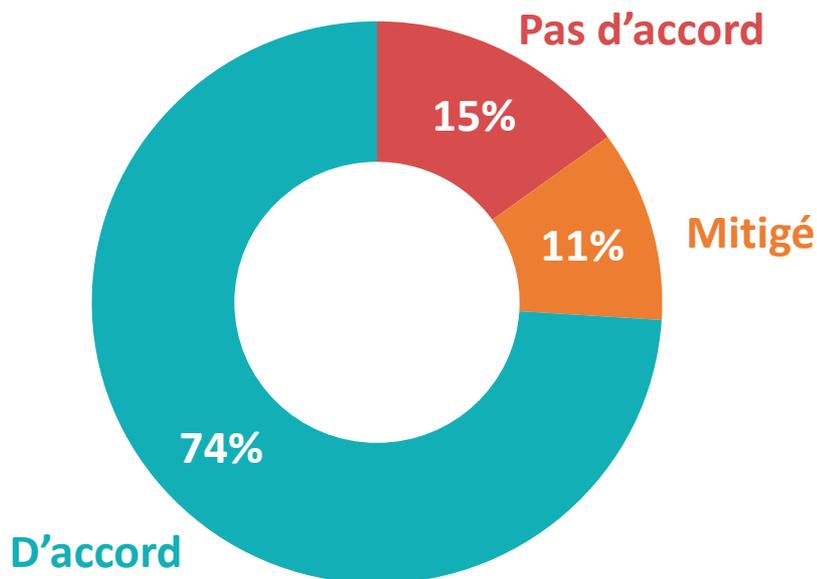
“ La proposition #2 : « Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents » - Le résultat des votes

Proposition ministérielle

2902
votes

Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents

Aujourd'hui, les différentes aides peuvent être calculées en fonction des ressources de l'année précédente ou des mois précédents. L'objectif du Revenu universel d'activité est de s'assurer que le soutien offert aux personnes en situation de pauvreté soit réactif et ajusté à la situation de la personne, en le calculant selon les revenus les plus récents (par exemple ceux des trois derniers mois) plutôt que des revenus trop anciens (par exemple ceux de l'année précédente).





La proposition #2 : « Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents » - Les arguments « Pour » (1/2)

Proposition ministérielle



363 arguments
« Pour »

Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents

65% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

	AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	53.4%
	Conditions de reversements/Attribution	25.9%
Etre réactif (par rapport à la situation "t"...)/ Adapter le calcul de référence à la situation réelle à un instant "t" / Permettre l'actualisation des revenus financiers en temps réel		12.9%
Etre versé à tous quelles que soient les ressources et à vie (à partir d'un certain âge, dès la naissance)		6.9%
Prévoir des contrôles / limiter les fraudes, les incitations à l'inactivité (par ex. trois mois de Revenu universel d'activité pour trois d'activité ...)		5.0%
Mettre en place une condition d'obligation de contrepartie (investissement auprès des collectivités locales, des associations...)/ Mettre une condition dégressive en cas d'incivilité		1.4%
	Les conditions de calculs	20.1%
Proposer un montant différent en fonction des revenus/de l'IR		5.0%
Garantir la justesse des calculs en temps réel (limiter les erreurs, éviter les trop perçus...)		3.9%
Tenir des comptes des situations de handicap et sanitaires dans l'attribution		3.6%
Inclure les déclarations de patrimoine dans le calcul du Revenu universel d'activité		2.8%
Adapter les variations à la perte ou à la reprise d'activité / Dégressivité du droit		2.8%
Tenir compte de l'ensemble des aides		2.2%
Proposer un montant unique par part de foyer fiscal		1.4%
Mettre l'accent sur les faibles revenus		1.1%
	Les conditions relatives à la qualité / accessibilité du dispositif	10.5%
Autonomiser des échanges de données entre les différents organismes (pôle emploi, CAF ...)		4.1%
Garantir la correspondance exacte entre la cessation / reprise de versement et l'augmentation / diminution des revenus		3.0%
Ne pas générer d'inégalités (entre chômeurs courte durée vs. longue durée, entre actifs ...)		3.0%
Trouver des alternatives pour les personnes n'ayant pas recours au web		0.8%



La proposition #2 : « Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents » - Les arguments « Pour » (2/2)

Proposition ministérielle


363 arguments
« Pour »

Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents

65% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

	ARGUMENTS GENERAUX	48.2%
	En termes de gestion/administration	36.1%
	Le calcul sur l'an n-2 est effectivement trop éloigné, inapproprié / Réactualiser tous les mois ou tous les 3 mois est envisageable	24.5%
	C'est une proposition adaptée / plus claire / pertinente	6.3%
	C'est une simplification administrative qui génèrera des économies	2.5%
	Les outils informatiques actuels / La déclaration en ligne le permettent (DSN...)	2.2%
	A l'instar de l'impôt à la source mais dans le sens inverse	1.7%
	D'un point de vue social	14.6%
	Cela permettrait une meilleure correspondance avec la réalité / C'est juste équitable	13.2%
	Cela réduirait les situations de précarité	1.9%
	EXPRIME UN AVIS GENERAL SUR LE REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ	9.6%
	Exprime un doute à l'égard du Revenu universel d'activité (absence de confiance)	5.2%
	Le Revenu universel d'activité devrait couvrir les dépenses vitales	0.6%
	Autre	3.9%



La proposition #2 : « Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents » - Les arguments « Contre »



192 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Calculer le Revenu universel d'activité selon les revenus les plus récents

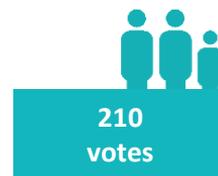
35% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

	ARGUMENTS GENERAUX	53.6%
	D'un point de vue social	47.9%
Proposition insensée car le Revenu universel d'activité est censé être pour tous / Les théories économiques associées au revenu universel se basant sur l'inconditionnalité des versements		25.5%
	Risque de discriminer les personnes bénéficiaires de l'AAH	12.5%
	Risque de générer des inégalités entre profil d'actif (salaire fixe mensuel, variable, gérants, artisans...)	8.9%
	Risque de baisse du montant global des aides / Pertes de droits / Perte d'allocations	3.1%
	En termes de gestion/administration	7.8%
	Risque de dysfonctionnement / erreurs de calcul (surtout les parcours instables) / Perte de données	4.7%
	Risque de fraude et d'assistantat	3.1%
	CONTRE SAUF SI...	40.1%
	Mise en place d'une contrepartie	13.0%
Considérer d'autres facteurs que les revenus pour le calcul (territoire, santé, situation familiale, âge, vie maritale, besoins réels ...)		10.4%
	Prévoir un minimum de lissage	6.8%
	Individualisation des parcours (spécificités individuelles, décès conjoint, enfant ...)	5.7%
	Calculer sur la base de l'impôt sur le revenu/De tous les revenus	5.2%
	Rendre l'aide, la cotisation universelle (contrepartie, imposition pour tous...)	1.0%
	Le montant permet aux bénéficiaires de vivre décemment	1.0%
	EXPRIME UN AVIS GENERAL SUR LE REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ	22.9%
	C'est contre productif, fragilisant, du n'importe quoi ...	13.0%
	Tenir compte de la période entre 1 et trois mois maximum	4.7%
	Le système actuel (n-2) est plus adapté	1.0%
	Autre	4.2%



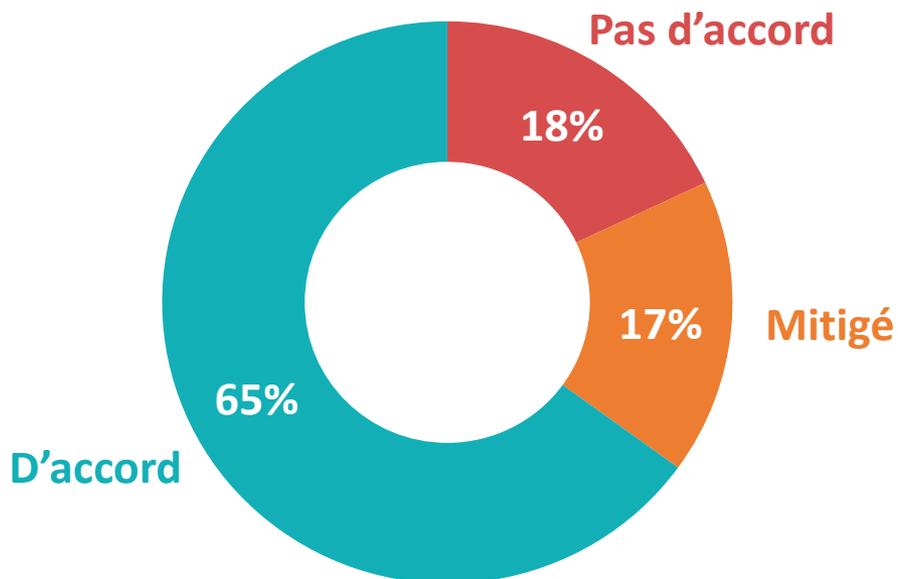
La proposition #3 : « Revenu vraiment universel (et unique) »

Proposition spontanée



Revenu vraiment universel (et unique)

Pour que ce revenu soit vraiment universel il faut : par définition que tout le monde le perçoive (et non pas que ce soit comme toujours uniquement ceux qui vivent au crochet des autres ...) / supprimer toutes les autres aides.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
21	14 (67%)	7 (33%)



La proposition #4 : « Réformer les CAF pour que leur action soit plus lisible et plus efficace »

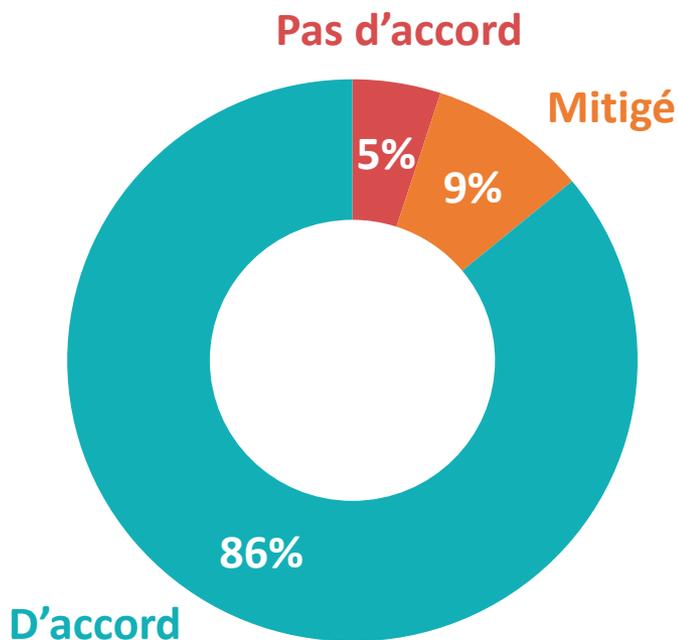


156
votes

Proposition spontanée

Réformer les CAF pour que leur action soit plus lisible et plus efficace

L'accueil dans certaines CAF est devenu désastreux. Les recours sont quasi impossibles contre des décisions qui ne sont pas lisibles.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
22	19 (86%)	3 (14%)



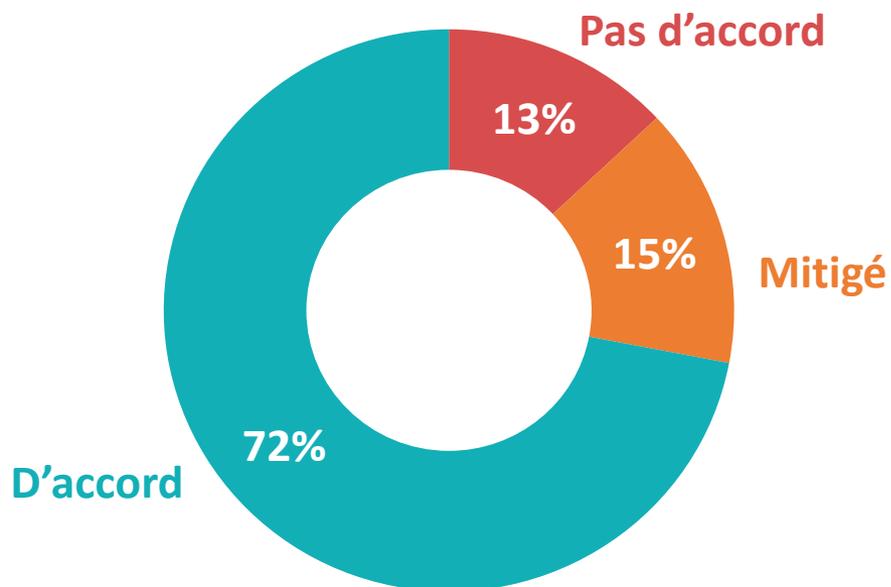
La proposition #5 : « Lutter contre les loyers élevés par d'autres moyens pour que l'Etat fasse des économies »

Proposition spontanée



Lutter contre les loyers élevés par d'autres moyens pour que l'Etat fasse des économies

Les propriétaires sont les premiers à profiter des allocations logement. Il serait bien d'imposer très fortement les loyers déraisonnables pour décourager les propriétaires un peu trop gourmands.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
24	15 (63%)	9 (37%)



La proposition #6 : « Valoriser le travail par rapport aux aides »

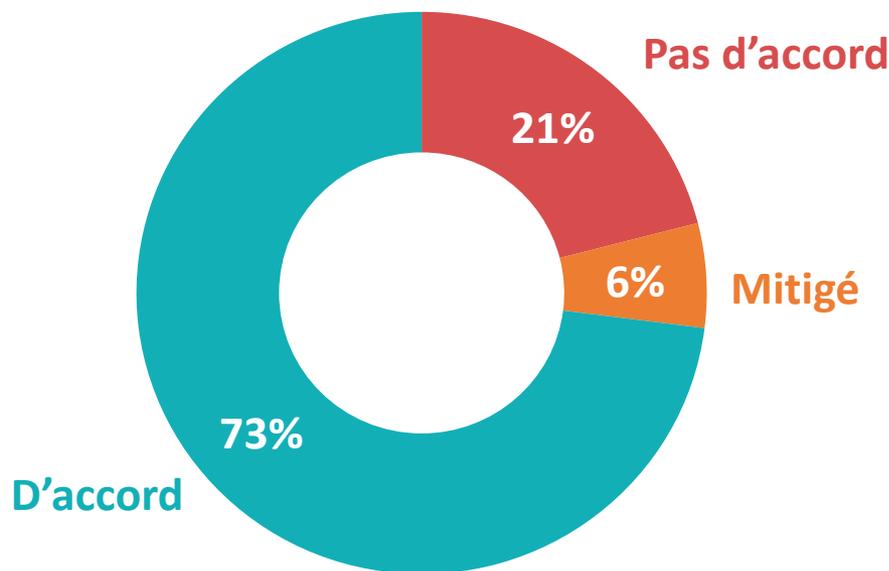
Proposition spontanée



Valoriser le travail par rapport aux aides

Avec un Revenu universel d'activité proche de 800 € par mois, contre un SMIC à 1100 €, le retour au travail n'est pas du tout valorisé ; il vaut mieux rester chez soi, avec tous les avantages que ça implique : réductions partout etc. Le retour au travail implique des frais : garde d'enfant, transport etc. Si on fait le compte, cela ne vaut pas la peine de retourner au travail, mieux vaut jouer les assistés en permanence.

Donc soit le Revenu universel d'activité est assorti d'une vraie obligation de recherche d'emploi avec une forme de contrainte d'acceptation d'emploi. Soit l'emploi est vraiment valorisé.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
22	16 (73%)	6 (27%)

b.



**Le sous-thème 2 :
« Assurer une existence
digne aux allocataires »**



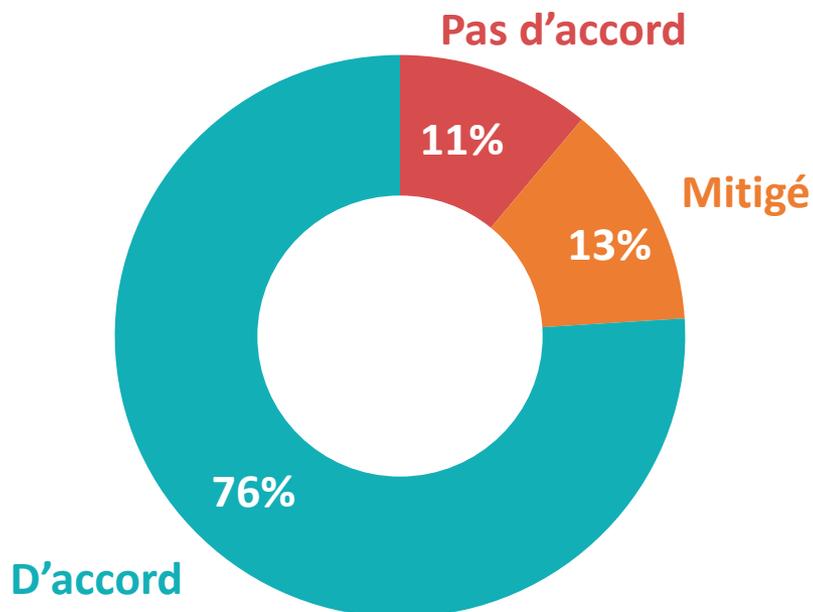
La proposition #1 : « Instaurer un montant minimum permettant de faire du Revenu universel d'activité un filet de sécurité » - Le résultat des votes

Proposition ministérielle



Instaurer un montant minimum permettant de faire du Revenu universel d'activité un filet de sécurité

Le montant minimum du Revenu universel d'activité doit être établi de manière à garantir à chacun un niveau de vie minimum.





La proposition #1 : « Instaurer un montant minimum permettant de faire du Revenu universel d'activité un filet de sécurité » - Les arguments « Pour »



252 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Instaurer un montant minimum permettant de faire du Revenu universel d'activité un filet de sécurité
65% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	62.3%
Conditions d'attribution	27.8%
L'attribution se fasse au cas par cas / Tenir compte des spécificités des profils bénéficiaires (étudiants, accidentés de la vie...)	8.3%
Le conditionner à des contreparties / travaux d'intérêts généraux / De citoyenneté	7.9%
Faire en sorte qu'il soit universel / A tous sans condition	3.6%
Mettre en place un contrôle régulier/minutieux / Des justificatifs	2.8%
Veiller à ne pas encourager l'inactivité / L'assistantat	2.8%
Respecter des critères républicains : casier judiciaire vierge, nationalité, voter, à jour dans le paiement des impôts, citoyenneté française sur deux générations...	2.4%
Les conditions de calculs	22.6%
Considérer d'autres facteurs que les revenus pour le calcul (logement, santé, situation familiale, âge, vie maritale, besoins réels ...)	15.1%
L'AAH conserve sa spécificité / Dissocier l'AAH du Revenu universel d'activité	5.2%
Tenir compte du territoire de résidence	3.2%
Pouvoir le cumuler à d'autres allocations (ASE, ARE ...) / Avec les revenus actifs	0.8%
Les conditions socio-économiques	16.3%
Définir en amont les critères de "décence", d'une "vie décente"	9.5%
Veiller que cela ne génère pas des inégalités entre actif/inactifs (inférieur au salaire minimum...)	6.0%
Revaloriser le Smic / Revenu universel d'activité inférieur au SMIC	2.4%
ARGUMENTS GENERAUX	42.5%
Un montant minimum permettant aux citoyens de vivre dignement	22.6%
Un montant minimum de 1000 à 1400 euros par mois	8.7%
Tout à fait d'accord (sp) / C'est un changement de perception de la pauvreté	5.2%
Encourager les efforts en faveur la qualité de vie au travail (fidélisation des emplois)	4.0%
Encourager le dynamisme économique : un bon moyen de redistribution des richesses (émanant des activités dématérialisée notamment...)	4.0%
Un réel facteur d'encouragement et de confiance en l'avenir	0.8%
AUTRES AVIS	6.7%
Exprime un avis négatif	2.4%
Manque d'information pour exprimer un argument	1.6%
Autre	2.8%



La proposition #1 : « Instaurer un montant minimum permettant de faire du Revenu universel d'activité un filet de sécurité » - Les arguments « Contre »



138 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Instaurer un montant minimum permettant de faire du Revenu universel d'activité un filet de sécurité
35% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

	DESAGREMENT SAUF SI...	44.2%
L'AAH conserve sa spécificité / Dissocier l'AAH du Revenu universel d'activité		17.4%
Applicable à tous / Identique pour tous		13.8%
Ce montant est indexé sur : les salaires minimums, le coût de la vie		7.2%
Le montant est conditionné à des contreparties / travaux d'intérêts généraux / De citoyenneté		5.1%
Cela permet de lutter contre le non recours aux aides / Réel accompagnement		0.7%
Il y a mise une place d'une indexation, d'un impôt sur les sommes perçues (intérêt commun)		0.7%
	ARGUMENTS GENERAUX	35.5%
Risque d'assistanat important / Risque d'encourager fortement l'inactivité / dérives		17.4%
C'est une proposition pas claire, imprécise, vague		13.0%
Un vecteur d'inégalité / d'injustice (actifs cotisent pour les inactifs...)		6.5%
	AUTRES AVIS	22.5%
Exprime un doute sur la réforme en général		15.9%
Autre		6.5%



La proposition #2 : « Accompagner la mise en place du Revenu universel d'activité par d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie des citoyens » - Le résultat des votes

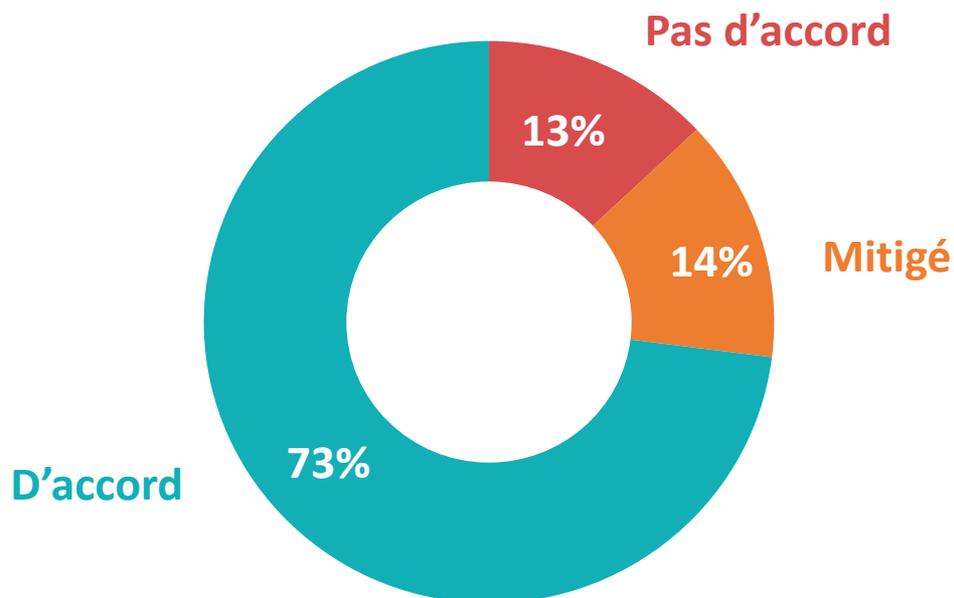


1298
votes

Proposition ministérielle

Accompagner la mise en place du Revenu universel d'activité par d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie des citoyens

La pauvreté n'est pas uniquement monétaire et la création du Revenu universel d'activité doit s'accompagner d'efforts permettant de réduire le prix des biens et services essentiels (logement, alimentation, soins...) ou d'en faciliter l'accès.





La proposition #2 : « Accompagner la mise en place du Revenu universel d'activité par d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie des citoyens » - Les arguments « Pour »



143 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Accompagner la mise en place du Revenu universel d'activité par d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie des citoyens

67% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

LES PROPOSITIONS DE MESURES	71.3%
Logement : ajustement du prix des loyers, faciliter l'accès au logement, meilleur encadrement du prix des loyers	28.0%
Plus de mesures en faveur de l'accompagnement au retour à l'emploi : formation...	18.9%
Accès aux soins : plus de moyens aux structures sanitaires, favoriser l'accès aux soins (dentaire, optique...)	16.8%
Accès à la nourriture : créer des banques alimentaires, nationalisation des produits locaux...	13.3%
Autres mesures sociales : meilleur accès aux transports, loisirs...	11.2%
Instaurer une logique de droits et de devoirs (contrepartie) / Limiter l'assistantat / Contrôler	7.0%
Des mesures en matières de fiscalité : retour de l'ISF, taxer les revenus immatériels...	6.3%
Accès à l'éducation : donner plus de moyens au système éducatif	3.5%
Associer tous les acteurs sociaux	2.8%
Tenir compte des spécificités individuelles, familiales (parents isolés, nombre d'enfants...)	2.1%
AUTRES AVIS	30.1%
Qualifie la proposition de vague, incompréhensible, démagogique, injuste...	12.6%
Veiller à ce que le travail paie toujours plus que l'inactivité / Maintenir le goût de l'effort	7.0%
Ne pas cumuler les aides mais créer un véritable revenu universel	7.0%
Exprime un avis favorable (sp)	3.5%



La proposition #2 : « Accompagner la mise en place du Revenu universel d'activité par d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie des citoyens » - Les arguments « Contre »



70 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Accompagner la mise en place du Revenu universel d'activité par d'autres mesures visant à améliorer les conditions de vie des citoyens

33% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*
ARGUMENTS GENERAUX		44.3%
Qualifie la proposition de vague, incompréhensible, ne comprend pas, démagogique ... / C'est illusoire / Tout est mélangé	24.3%	17
C'est un encouragement à l'assistanat / Trop d'aides	14.3%	10
C'est une proposition inégalitaire : les actifs paient pour les inactifs	7.1%	5
AUTRES AVIS		60.0%
Exprime un avis en faveur de la proposition / Formule des propositions d'accompagnement	27.1%	19
Exprime un doute à l'égard du Revenu universel d'activité (absence de confiance en la proposition, mauvaise nomination, incohérence...)	20.0%	14
Exprime un avis pessimiste sur l'avenir / Manque de confiance en la société	11.4%	8
Autre	4.3%	3

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #3 : « Les aides doivent être retirées aux parents d'enfants délinquants »

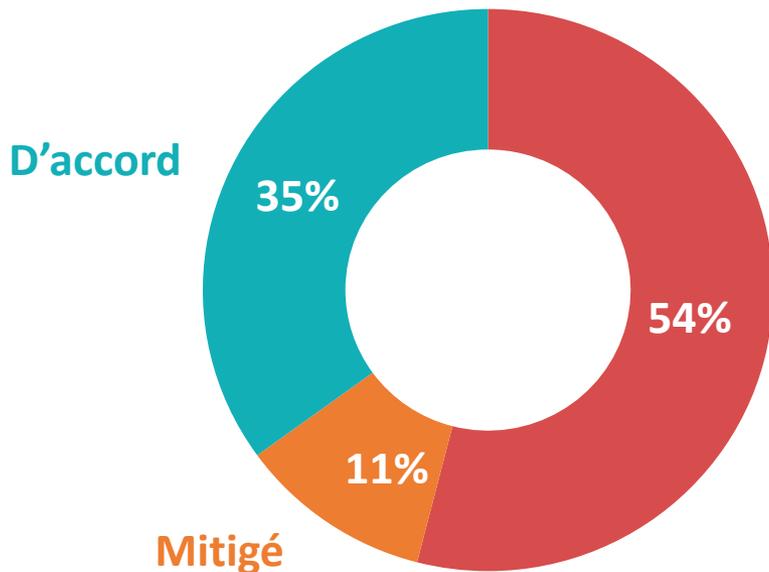


144
votes

Proposition spontanée

Les aides doivent être retirées aux parents d'enfants délinquants

Les parents sont juridiquement responsables de leurs enfants. Ils doivent normalement être pénalisés quand leur enfant est délinquant mais trop jeune pour être jugé ou emprisonné. Ce n'est jamais appliqué. Est-il normal que ces parents qui laissent leurs enfants sans aucune éducation, sans aucune contrainte, ces parents qui ne se sentent aucun devoir de responsabilité vis à vis de notre société, ces parents continuent à recevoir leurs aides sociales ? Des droits et aucun devoir ?? Il faut frapper au porte-monnaie pour inciter certains parents à jouer enfin leur rôle.



Pas d'accord

Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
19	6 (32%)	13 (68%)



La proposition #4 : « Individualiser le Revenu universel d'activité plutôt que de l'accorder à un foyer »

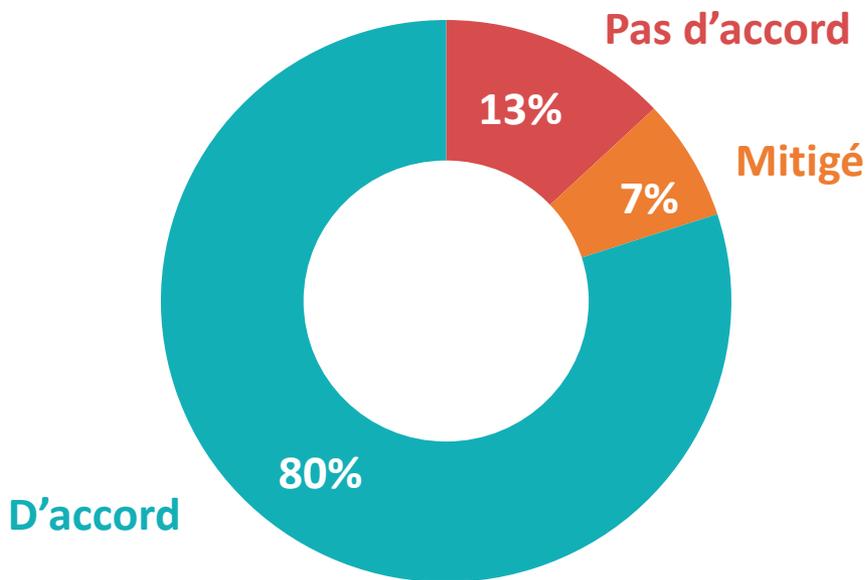


107 votes

Proposition spontanée

Individualiser le Revenu universel d'activité plutôt que de l'accorder à un foyer

Les personnes, même en couple, même mariées devraient pouvoir bénéficier d'un revenu individuel, permettant ainsi à chacun ou chacune de fonctionner indépendamment (je pense par exemple aux personnes au foyer assujetties à un conjoint violent et qui ne peuvent pas partir, faute de revenu, ou aux personnes qui souhaitent faire une formation, mais rencontrent des difficultés financières, la CAF. actuellement demande à vérifier le moindre centime mis de coté, et en tient compte pour diminuer les aides). Individualiser le Revenu universel d'activité en en donnant l'accès aux jeunes en formation, dès 18 ans sans condition de travail, permettrait aussi de diminuer la difficulté pour les familles pauvres d'accompagner les jeunes en formation, facilitant ainsi la mobilité sociale.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »		...dont « Contre »	
13	8	62%	5	38%



La proposition #5 : « Un revenu minimum évitant l'exclusion »

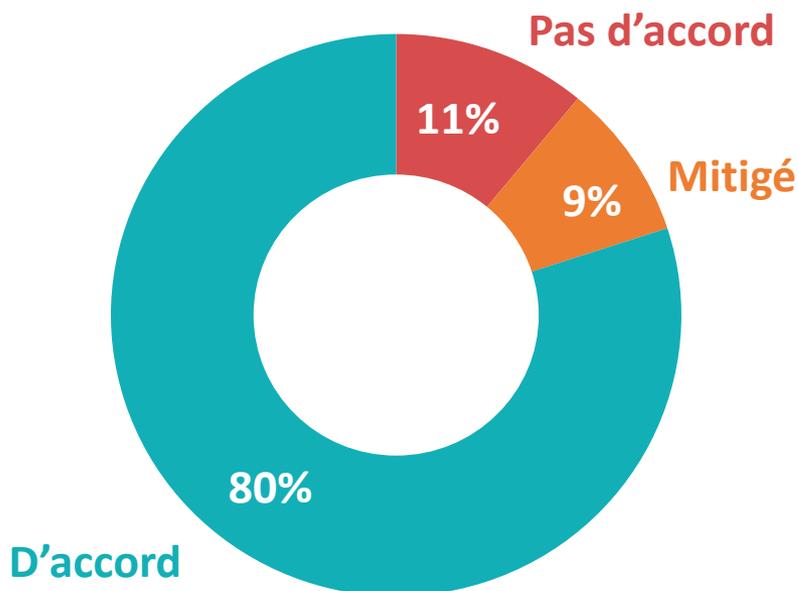


102
votes

Proposition spontanée

Un revenu minimum évitant l'exclusion

Aujourd'hui on peut travailler et ne pas gagner assez pour vivre. Chaque humain a droit de vivre dignement. Ainsi, oubliez la société de plein emploi mais envisagez la société de pleine activité. Cette société valoriserait l'activité rémunérée ou non, salariée ou non, en assurant à tous un revenu permettant de vivre dignement. Avec ce système chacun pourra participer à la vie en société à sa façon, avec ses compétences et capacités. Le Revenu universel d'activité devrait être suffisamment important pour que les consommations de bases soient assurées SANS une rémunération.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
8	5 (63%)	3 (37%)

C.



**Le sous-thème 3 :
« Encourager la reprise
d'activité »**



La proposition #1 : « Mettre en place un système dans lequel l’allocataire s’engage à rechercher un emploi » - Le résultat des votes

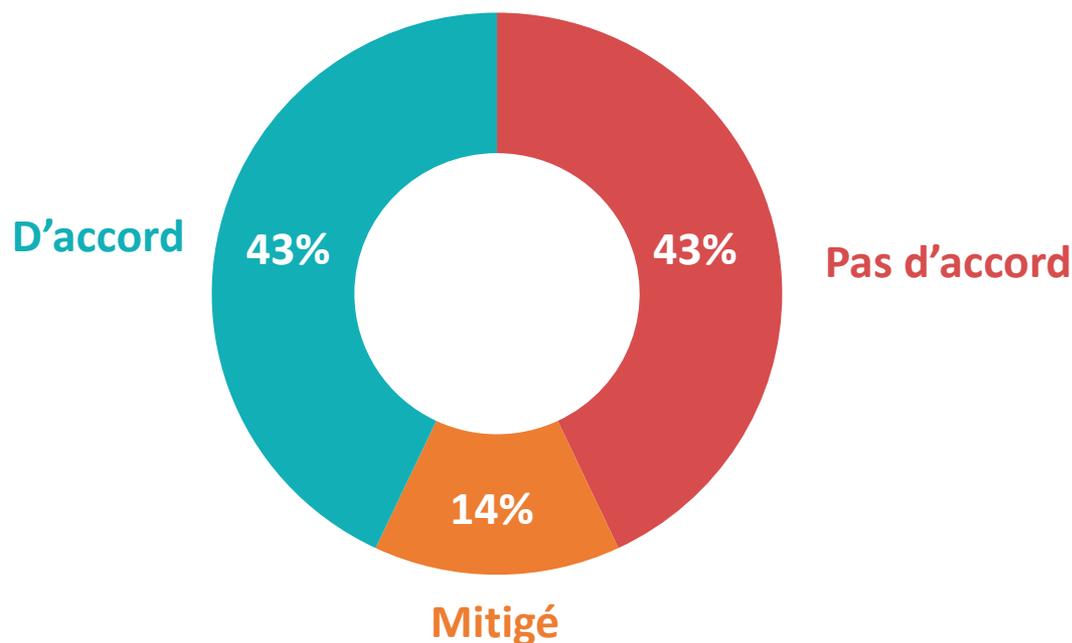


1569
votes

Proposition ministérielle

Mettre en place un système dans lequel l'allocataire s'engage à rechercher un emploi

Pour ceux qui peuvent travailler, notre système de solidarité repose aujourd’hui sur des engagements contractuels prévoyant des engagements pour l’allocataire et pour les pouvoirs publics. Le Revenu universel d’activité doit également être construit autour d’un contrat prévoyant de tels engagements, avec de possibles sanctions (comme par exemple la suspension ou l’interruption du versement de l’aide). Il doit aussi prendre en compte les publics qui sont plus éloignés du marché du travail en raison d’un handicap ou de leur âge, et leur garantir un soutien et préserver le caractère inconditionnel des aides au logement qui ne reposent pas sur une logique contractuelle et de recherche d’emploi.





La proposition #1 : « Mettre en place un système dans lequel l'allocataire s'engage à rechercher un emploi » - Les arguments « Pour »



152 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Mettre en place un système dans lequel l'allocataire s'engage à rechercher un emploi
36% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

	AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	61.8%
Mettre en place un réel suivi, un réel accompagnement de la part des services de l'Etat		19.1%
Ne pas méconnaître la réalité / Tenir compte des conditions de chacun dans la possibilité de recherche d'emploi		19.1%
D'encourager également les investissements sociaux (associatifs ...) ou d'intérêt général		11.8%
L'engagement doit être réciproque (accompagnement des services de l'Etat, implication des entreprises, engagement des allocataires...)		7.2%
Veiller aux situations particulières des personnes vulnérables : en situation de handicap, personne du troisième âge proche de la retraite, les étudiants		6.6%
Mettre en place des dispositifs de contrôle fiables		5.9%
De tenir compte de l'évolution du marché de l'emploi		0.7%
	ARGUMENTS GENERAUX	36.2%
Permet de limiter l'assistanat et la non-reprise d'activité / Responsabilisation		22.4%
C'est du donnant-donnant / Gagnant-gagnant / C'est normal / C'est la logique des droits et devoirs / C'est juste		15.8%
	AUTRES AVIS	12.5%
Cette proposition peut générer des situations allant à l'encontre des aspirations de l'allocataire en matière d'emploi		3.3%
Cette disposition existe déjà sans réel impact (RMI-RSA...)		3.3%
Cette proposition ne tient pas compte de la réalité du marché de l'emploi		2.0%
Le Revenu universel d'activité doit être versé de façon inconditionnelle		1.3%
Autre		3.3%



La proposition #1 : « Mettre en place un système dans lequel l'allocataire s'engage à rechercher un emploi » - Les arguments « Contre »



275 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Mettre en place un système dans lequel l'allocataire s'engage à rechercher un emploi

64% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

Cette proposition ne prend pas en considération le cas des personnes les plus vulnérables : en situation de handicap, personnes du troisième âge proches de la retraite, les étudiants	39.3%
Le principe de réciprocité n'apparaît pas : engagement des entreprises à embaucher, qualité du suivi de l'Etat...	12.7%
Le Revenu universel d'activité doit être inconditionnel / Non conditionné par la recherche d'emploi / Distinguer allocations et indemnités d'emploi	10.9%
Cette proposition ne tient pas compte de certaines réalités du marché de l'emploi : cumul d'emplois, emplois sur le marché...	9.5%
Une proposition injuste, inégalitaire / Démagogue	9.5%
Stigmatisant, ne responsabilise pas / Proposition désengageante / Déresponsabilisante / Infantilisante	8.4%
Cette proposition ne tient pas compte des réalités individuelles, des aspirations individuelles, des parcours individuels	7.3%
Ce n'est pas une solution efficace / Cette disposition existe déjà sans réel impact (RMI-RSA...)	5.8%
Cette proposition ne tient pas compte de l'intérêt du bénévolat	4.4%
C'est une contrainte pour l'allocataire	3.3%
Les modalités de recherche d'emploi sont inadaptées aux sociétés actuelles	2.9%
Exprime un agrément ou un argument d'agrément	1.8%
Cette proposition ne tient pas compte de la précarité des emplois proposés justifiant parfois le refus	0.7%
L'activité ne devrait pas se limiter au salariat (entrepreneur, auto entrepreneur...)	0.7%
Autre	2.9%



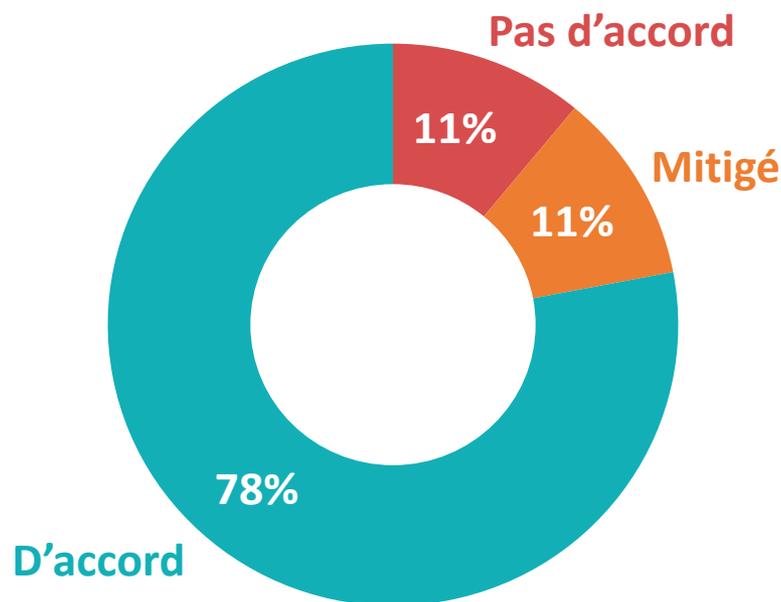
La proposition #2 : « Faire en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail gagne systématiquement davantage à la fin du mois » - Le résultat des votes

Proposition ministérielle



Faire en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail gagne systématiquement davantage à la fin du mois

Le Revenu universel d'activité doit garantir que le retour au travail paye systématiquement pour inciter à la reprise d'une activité, même en cas de temps de travail très faible. Un allocataire du Revenu universel d'activité qui retrouve un emploi ne peut pas conserver intégralement ses aides et les cumuler avec ses revenus d'activité et celles-ci doivent diminuer progressivement selon des règles claires et compréhensibles par tous. Il ne faut pas non plus qu'il perde immédiatement toutes ses aides dès la reprise d'un emploi, si ses revenus restent faibles.





La proposition #2 : « Faire en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail gagne systématiquement davantage à la fin du mois » - Les arguments « Pour »



162 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Faire en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail gagne systématiquement davantage à la fin du mois

65% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

ARGUMENTS GENERAUX		53.7%
C'est normal qu'un actif gagne toujours plus qu'un inactif / Que le travail paie plus		23.5%
Cela encourage le travail / La reprise d'activité		15.4%
Cette proposition est juste / Equitable / Donne une image juste de notre société		14.2%
Elle permet de pallier les dépenses nouvelles inhérentes à la reprise d'activité (transport, restauration...)		7.4%
AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...		30.2%
Bien mesurer la dégressivité éventuelle de l'allocation pour ne pas décourager en cas de reprise d'activité ou créer des inégalités		10.5%
Diminuer l'allocation si la période d'emploi perdure (sur un trimestre, un semestre...)		6.2%
Ne pas oublier les cas particuliers (personnes en situation de handicap, dépendantes...)		4.9%
Laisser la possibilité aux citoyens de cumuler revenus actifs et Revenu universel d'activité		4.3%
Mettre en place des règles dégressives / Limiter le versement dans le temps de l'allocation en cas d'inactivité prolongée		2.5%
Prendre en compte le Revenu universel d'activité dans le calcul de l'IR		1.9%
Le Revenu universel d'activité soit toujours inférieur au SMIC		1.2%
AUTRES AVIS		28.4%
Cette mesure ne répond pas à la question du marché de l'emploi (peu d'emploi, travail dissimulé ...)		14.2%
Autres arguments de désagrément : proposer un revenu inconditionnel...		6.2%
Le Revenu universel d'activité est une réforme injuste, délétère, inégale (perte d'allocation lors d'un retour à l'emploi)		3.1%
Autre		4.9%



La proposition #2 : « Faire en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail gagne systématiquement davantage à la fin du mois » - Les arguments « Contre »



86 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Faire en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail gagne systématiquement davantage à la fin du mois

35% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*	
ARGUMENTS GENERAUX		50.0%	43
	Manque de clarté de la proposition / Risque d'injustice	27.9%	24
	Le principe d'un Revenu universel d'activité c'est d'être versé à tous de façon inconditionnelle	17.4%	15
	Le Revenu universel d'activité encourage l'inactivité / Redondance de période d'activité-inactivité volontaire	4.7%	4
CONTRE SAUF SI...		17.4%	15
	L'allocation reversée est compensatrice du manque à gagner par rapport au revenu salarié (revenu de base minimum)	10.5%	9
	Il y a mise en place d'une veille / d'un contrôle (apport de justificatifs...)	4.7%	4
	L'excédent est imposé (compensation, participation, contribution)	2.3%	2
AUTRES AVIS		34.9%	30
	Exprime un doute à l'égard du Revenu universel d'activité (absence de confiance en la proposition)	12.8%	11
	Exprime un avis favorable	8.1%	7
	Exprime un doute sur l'intérêt de la consultation	3.5%	3
	Autre	10.5%	9

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #3 : « Assurer l'accès à un accompagnement social à toutes les personnes qui sont éloignées du marché du travail » - Le résultat des votes

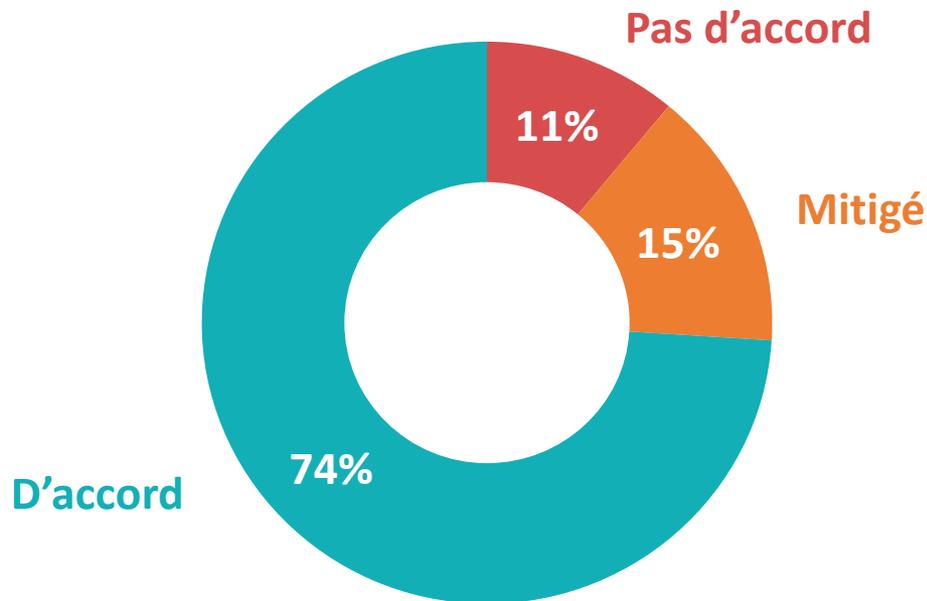


1201
votes

Proposition ministérielle

Assurer l'accès à un accompagnement social à toutes les personnes qui sont éloignées du marché du travail

Certaines personnes qui bénéficient d'une aide sont soutenues justement parce qu'elles ne peuvent pas ou très difficilement travailler. C'est par exemple le cas pour les allocataires de l'AAH. Pour ces personnes, l'engagement à rechercher un emploi ne doit pas constituer une condition pour bénéficier de l'allocation, mais un accompagnement doit systématiquement être proposé pour les aider dans leur parcours de vie et favoriser toute forme d'activité qui rejoindrait leurs attentes en termes de participation sociale et d'épanouissement.





La proposition #3 : « Assurer l'accès à un accompagnement social à toutes les personnes qui sont éloignées du marché du travail » - Les arguments « Pour »



132 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Assurer l'accès à un accompagnement social à toutes les personnes qui sont éloignées du marché du travail

58% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	67.4%
Les services publics respectent leurs engagements : qualité du suivi, compétence du personnel d'accompagnement, proposition de formation...	32.6%
En savoir plus sur les moyens qui seront mis à disposition	25.8%
Mettre en place une catégorisation au regard de la capacité de retour à l'emploi	9.1%
Elargir cet accompagnement à tous les profils de citoyens, pas qu'aux personnes dites "les plus vulnérables"	4.5%
Ne pas stigmatiser les profils concernés (respect de la dignité, tenir compte des aspirations individuelles)	4.5%
Elargir cette proposition à toutes les problématiques du quotidien (transports, éloignement géographique...)	0.8%
ARGUMENTS GENERAUX	15.2%
Mettre l'accent sur le télétravail/D'autres alternatives : associatifs, bénévolat, formation...	11.4%
Cette proposition est un soulagement pour les profils concernés	5.3%
AUTRES AVIS	23.5%
Cette disposition existe déjà sans réel impact	7.6%
Accompagnement "oui", en faire une condition pour percevoir le revenu "non"	5.3%
Exprime un avis découragé, manque de confiance au regard de la proposition	3.8%
Autre	6.8%



La proposition #3 : « Assurer l'accès à un accompagnement social à toutes les personnes qui sont éloignées du marché du travail » - Les arguments « Contre »



95 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Assurer l'accès à un accompagnement social à toutes les personnes qui sont éloignées du marché du travail

42% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*
Incertitude quant aux moyens mis à disposition en vue de cet accompagnement	40,0%	38
Cela doit être un droit et non une obligation (demande formulé par le bénéficiaire)	20,0%	19
Cette proposition ne tient pas compte de toutes les formes de vulnérabilité : âge, bénéficiaire du RQTH, éloignement des zones actives...	13,7%	13
Proposition stigmatisante / inadaptée	13,7%	13
Cette proposition ne tient pas compte de la posture des entreprises à l'égard du recrutement des personnes handicapées / Manque de place, d'emploi	4,2%	4
N'encourage pas l'autonomie, la responsabilisation	4,2%	4
Cette disposition existe déjà sans réel impact	4,2%	4

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.

“ La proposition #4 : « Ne pas soumettre les parents isolés à une obligation de recherche d'emploi »

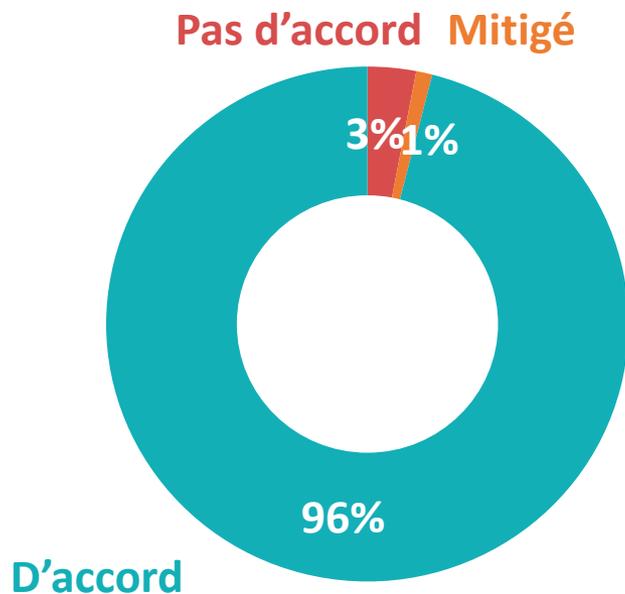


148
votes

Proposition spontanée

Ne pas soumettre les parents isolés à une obligation de recherche d'emploi

Aujourd'hui, le RSA est soumis à l'obligation "d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle". Le gouvernement propose de soumettre le Revenu universel d'activité à la condition d'un engagement de recherche d'emploi. Or aujourd'hui, l'obligation "d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle" prévoit des exceptions. Un parent isolé n'y est pas soumis (pendant une durée d'un an, avec prolongation de cette durée jusqu'aux 3 ans de l'enfant, le cas échéant). Une femme isolée en état de grossesse n'est pas soumise à cette obligation non plus. Ces exceptions doivent être maintenues et elles doivent être élargies aux parents isolés d'enfants handicapés (quel que soit l'âge de l'enfant). En effet, bien souvent, ils (elles) ne peuvent rechercher un emploi car leur enfant n'est pas scolarisé, ou pas scolarisé à temps plein, ni pris en charge dans un établissement.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
10	10 (77%)	3 (23%)

d.



**Le sous-thème 4 :
« Répondre à un principe
d'équité »**

“ La proposition #1 : « Intégrer les aides au logement dans le Revenu universel d'activité » - Le résultat des votes

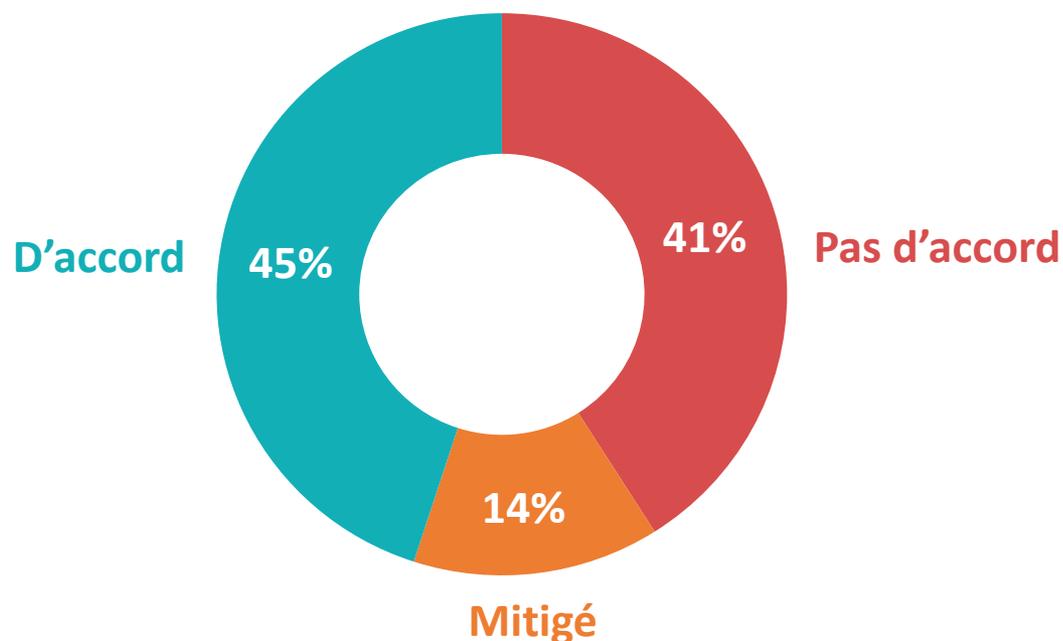


1311
votes

Proposition ministérielle

Intégrer les aides au logement dans le Revenu universel d'activité

Les personnes en situation de pauvreté consacrent une part importante de leur budget aux dépenses de logement. 46% du revenu des bénéficiaires de minima sociaux est ainsi consacré à ces dépenses de logement contre 23% pour l'ensemble des ménages. Regrouper les aides au logement et les minima sociaux à travers le Revenu universel d'activité, comme annoncé par le Président de la République, permettra de mieux lutter contre la pauvreté de ces personnes en limitant les ruptures de droits et en garantissant un gain à la reprise d'activité. Ce regroupement devra tenir compte des équilibres de la politique du logement.



“ La proposition #3 : « Intégrer les aides au logement dans le Revenu universel d'activité » - Les arguments « Pour »

Proposition ministérielle

89 arguments
« Pour »

Intégrer les aides au logement dans le Revenu universel d'activité

40% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

		Effectifs*	
AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...		50.6%	45
Conserver une différence pour permettre le règlement du bailleur	18.0%	16	
Veiller aux cas spécifiques / Aux populations dont le risque de précarité au logement est important (étudiants ...)	15.7%	14	
Le Revenu universel d'activité soit suffisamment élevé	10.1%	9	
Encadrer parallèlement les excès relatifs aux prix des loyers, de l'immobilier	5.6%	5	
La part correspondant aux APL ne soit pas soumise à la condition de recherche d'emploi	5.6%	5	
ARGUMENTS GENERAUX		36.0%	32
La multiplication des aides prête à confusion / Harmoniser les allocations	30.3%	27	
Permettra aux bénéficiaires inactifs de prendre conscience de la part du loyer dans un revenu global (à l'instar des actifs - responsabilisation)	6.7%	6	
Le Revenu universel d'activité va permettre à un plus grand nombre d'accéder à la propriété	1.1%	1	
AUTRES AVIS		19.1%	17
Exprime un argument de désagrément (garder les deux allocations bien distinctes, contraire au principe de Revenu universel d'activité, insécurité pour les bailleurs...)	14.6%	13	
Autre	4.5%	4	

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #1 : « Intégrer les aides au logement dans le Revenu universel d'activité » - Les arguments « Contre »

Proposition ministérielle



133 arguments
« Contre »

Intégrer les aides au logement dans le Revenu universel d'activité

60% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

	ARGUMENTS GENERAUX	88.0%
Les APL sont souvent directement versées au bailleur/ Le destinataire peut être le bailleur / Garantie de loyer payée pour le bailleur		40.6%
Le gérer indépendamment (sp) / Ne pas l'inclure dans le Revenu universel d'activité / Les APL sont liées au logement et doivent le rester		24.8%
Cela serait injuste / inégal selon les conditions d'attribution du Revenu universel d'activité		23.3%
C'est un droit fondamental		18.8%
Le Revenu universel d'activité doit être pour tous / Inconditionnel		0.8%
	CONTRE SAUF SI...	9.0%
On met en place une réglementation qui encadre les loyers (effets indésirables de l'APL : augmentation des loyers...)		5.3%
On tient compte de la région d'habitation / Coût du logement selon les territoires		4.5%
	AUTRE	5.3%



La proposition #2 : « Harmoniser le mode de calcul des droits au Revenu universel en prenant en compte les mêmes ressources pour tout le monde » - Le résultat des votes

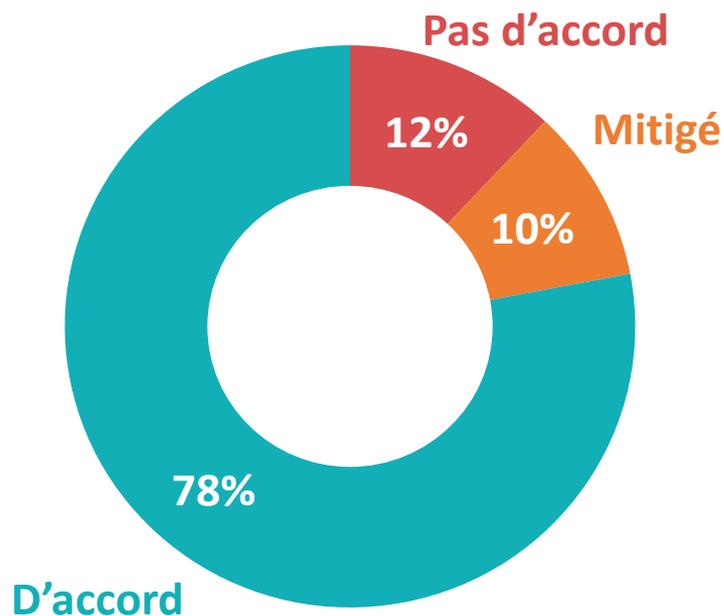


1198
votes

Proposition ministérielle

Harmoniser le mode de calcul des droits au Revenu universel en prenant en compte les mêmes ressources pour tout le monde

Aujourd'hui, les différentes aides sociales ne prennent pas en compte les mêmes ressources : parfois il faut déclarer la même chose que pour l'impôt sur le revenu, parfois non. L'objectif du Revenu universel d'activité est de toujours devoir déclarer le même type de revenu pour en simplifier l'accès et la compréhension.





La proposition #1 : « Harmoniser le mode de calcul des droits au Revenu universel en prenant en compte les mêmes ressources pour tout le monde » - Les arguments « Pour »



95 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Harmoniser le mode de calcul des droits au Revenu universel en prenant en compte les mêmes ressources pour tout le monde

62% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

Effectifs*

	AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...	48.4%	46
Il y ait plus d'équité en prenant en compte d'autres revenus : capitaux placés, épargne, bien non productifs, patrimoine immobilier...		23.2%	22
Mettre en place une déclaration unique de toutes les ressources, au sein de l'ensemble du foyer		20.0%	19
Tenir compte du coût de la vie (loyer ...) / En fonction des territoires de résidence (coût de l'immobilier)		9.5%	9
Etre assujetti à la CSG / A l'impôt (contribution) / Un Revenu universel d'activité imposable		2.1%	2
	ARGUMENTS GENERAUX	41.1%	39
Mesure simplificatrice / Meilleure lisibilité du droit		27.4%	26
Cette mesure devrait s'élargir à la déclaration de l'IR		9.5%	9
Serait alors versé en complément des autres revenus de façon inconditionnelle		4.2%	4
Lutte contre les fraudes		2.1%	2
Permettra d'impulser des effets durables de sortie d'exclusion		1.1%	1
	AUTRES AVIS	12.6%	12
Proposition injuste, inégalitaire		5.3%	5
Proposition sans intérêt, ne comprend pas la proposition, une évidence		4.2%	4
Autre		3.2%	3

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #1 : « Harmoniser le mode de calcul des droits au Revenu universel en prenant en compte les mêmes ressources pour tout le monde » - Les arguments « Contre »



59 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Harmoniser le mode de calcul des droits au Revenu universel en prenant en compte les mêmes ressources pour tout le monde

38% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*	
ARGUMENTS GENERAUX		28.8%	17
Le principe du Revenu universel d'activité est d'être inconditionnel		28.8%	17
CONTRE SAUF SI...		5.1%	3
On tient compte du niveau d'endettement		3.4%	2
Le montant fixé permet à chacun de vivre dignement		1.7%	1
AUTRES AVIS		54.2%	32
Inclure des clauses spécifiques pour l'AAH		32.2%	19
Désaccord général avec la proposition (pas cohérente, illusoire, ...)		15.3%	9
Exprime un avis négatif sur la consultation : sans intérêt, stigmatisant		6.8%	4
Rien		11.9%	7

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #3 : « Adapter le montant du Revenu universel d'activité au coût de la vie selon les territoires » - Le résultat des votes

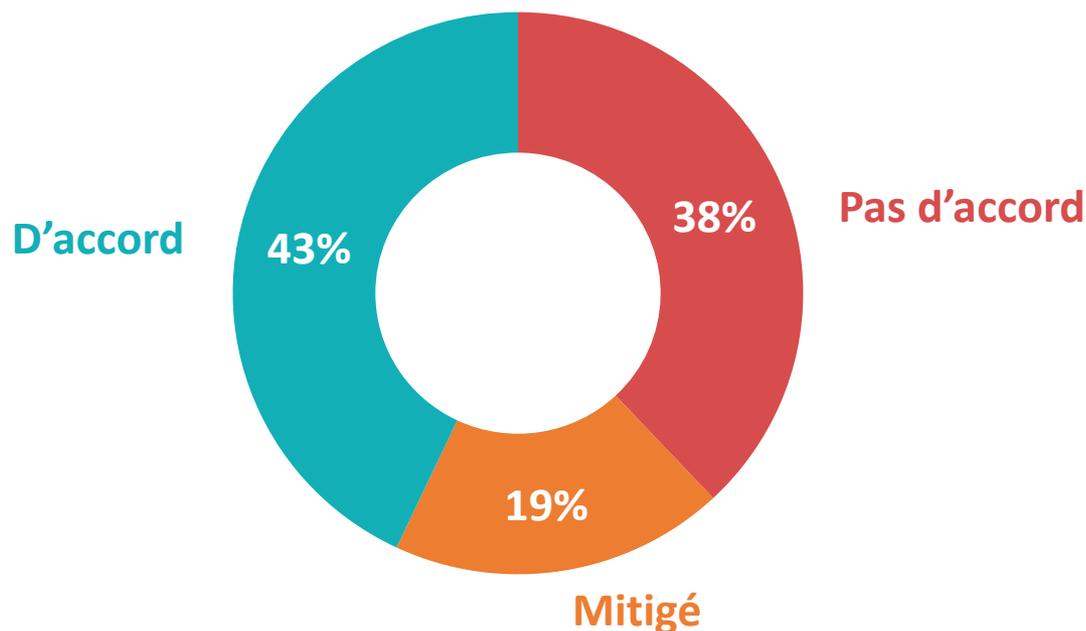


1182
votes

Proposition ministérielle

Adapter le montant du Revenu universel d'activité au coût de la vie selon les territoires

Le coût de la vie n'est pas identique partout sur le territoire. Certaines dépenses (logement en particulier mais également transports ou prix de certains produits de première nécessité) peuvent varier considérablement. Le Revenu universel d'activité pourrait prendre en compte une partie de ces variations par exemple dans le cadre d'un regroupement avec les aides au logement.





La proposition #2 : « Adapter le montant du Revenu universel d'activité au coût de la vie selon les territoires » - Les arguments « Pour »



88 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Adapter le montant du Revenu universel d'activité au coût de la vie selon les territoires
47% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

		Effectifs*
ARGUMENTS GENERAUX		63.6%
Le coût de la vie varie effectivement d'une région à une autre (recours au chauffage, à l'électricité, recours à la voiture...)	37.5%	33
Le prix des loyers varie effectivement d'une région à une autre (disparité d'un territoire à un autre...)	28.4%	25
Avec une vraie prise en compte du coût de la vie dans les DOM-TOM	5.7%	5
AGREMENT A CONDITION QUE/DE/D'...		26.1%
Veiller à ce que cela ne génère pas d'inégalités à l'égard des résidents en zone rurale (coût de la vie moins cher)	11.4%	10
Ne pas générer d'inégalités car d'autres variables dépendent du bassin de résidence : salaire, transports, emploi disponible...	8.0%	7
Contrôler le lieu d'habitation déclaré (fraude : habiter une région et en déclarer une autre, contrôler les villes, encadrer les loyers...)	4.5%	4
Y ajouter le facteur "composition des ménages" (seul, en couple, parent isolé...)	2.3%	2
AUTRES AVIS		22.7%
Exprime un argument de désagrément (frein à la mobilité, centralisation...)	12.5%	11
Cette idée devrait être appliquée au salaire minimum, au SMIC	5.7%	5
Autre	4.5%	4

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #3 : « Adapter le montant du Revenu universel d'activité au coût de la vie selon les territoires » - Les arguments « Contre »



101 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Adapter le montant du Revenu universel d'activité au coût de la vie selon les territoires

53% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

Risque d'engendrer encore plus d'inégalités territoriales	22.8%
Proposition inefficace, absurde, déjà existante (APL)...	21.8%
Lutter davantage contre les différences du coût de la vie (augmentation des loyers, nourriture, transport, salaires...)	17.8%
Le principe du Revenu universel d'activité c'est d'être "universel" inconditionnel" (identique pour tous)	16.8%
Devenir un frein à la mobilité, à la décentralisation	12.9%
Risque de complication administrative / "usine à gaz"... / Trop de facteurs relatifs au coût de la vie	9.9%
Cela risque d'accroître les possibilités de fraude : habiter une région et en déclarer une autre	4.0%
Frein à la liberté du choix de lieu de résidence	1.0%
Autre	5.0%



Les résultats du Thème 2 :
**« A qui le Revenu universel
d'activité devra-t-il
s'adresser ? »**



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 2 « A quels publics le Revenu universel d'activité doit-il s'adresser ? »



487
propositions

	CRITERES DE CALCUL	68,2%
Bénéficiaire du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, pour tous les statuts		24,8%
Tenir compte de la situation sociale (SDF, étudiant, chômeur longue durée, sénior...)		20,1%
L'attribuer à ceux qui perçoivent moins que le revenu minimum (smic...) / Complément de revenu/ Prévoir un seuil		8,2%
Tenir compte de la situation familiale (marié, divorcé, parent isolé, enfants à charge ...)		6,8%
Tenir compte des spécificités relatives aux personnes invalides, en incapacité partielle ou totale de travailler		6,2%
Tenir compte de la situation administrative (nationalité, résident longue durée, français vivant à l'étranger, âge : 16 ans /18 ans...)		5,5%
Mettre en place un Revenu universel d'activité en fonction du niveau de revenus (prime, bonus travailleur, dégression...)		3,3%
Tenir compte des situations individuelles / individualisation		1,0%
Tenir compte du patrimoine détenu		0,8%
	PRINCIPES D'ATTRIBUTION	38,0%
Dissocier l'AAH		15,2%
Veiller à inciter à travailler / Mettre en place des contrôles		7,4%
Introduire une contrepartie, actions responsabilisantes, contrats prévoyants (casier vierge, maîtrise de la langue française, participation à l'effort collectif...)		5,1%
Fusionner les différents dispositifs d'aides sociales		4,3%
Distinguer le Revenu universel d'activité et les aides sociales (ARE, RSA, APL...) car les calculs sur barèmes trop divers		3,1%
Le Revenu universel d'activité risque d'encourager l'assistanat/ l'immigration pour bénéficier des aides		2,7%
Le Revenu universel d'activité doit permettre à tous et tous les travailleurs de vivre dignement		1,8%
Faire en sorte que le Revenu universel d'activité laisse le choix de l'activité, du temps d'activité (temps plein, partiel ...)		1,6%
Inclure l'AAH en y attribuant des conditions spécifiques de solidarité nationale		0,6%
	AUTRES PROPOSITIONS	3,9%
Mettre en place un impôt universel/Contribution pour tous		0,8%
Mettre en place des mesures à l'égard des employeurs pour améliorer les conditions de travail et les salaires (vs. aides sociales)		0,4%
Autres		2,7%



La proposition #1 : « Les personnes handicapées en situation de pauvreté » - Le résultat des votes

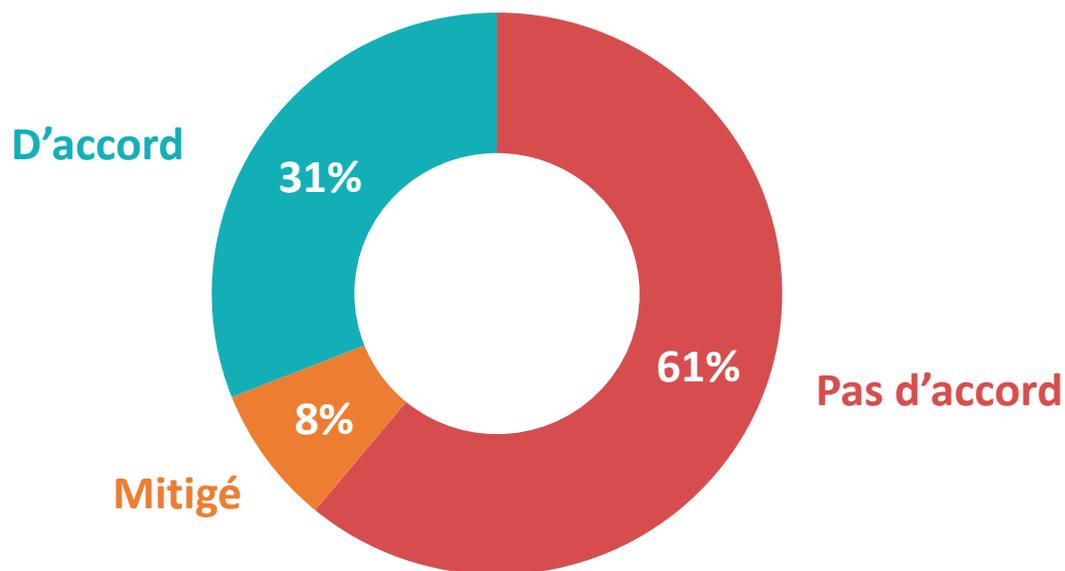
Proposition ministérielle



2278
votes

Les personnes handicapées en situation de pauvreté

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) est destinée à assurer des conditions de vie dignes à des personnes handicapées âgées de 20 ans ou plus. Il s'agit de la principale prestation destinée au revenu des ménages modestes comportant une personne handicapée et son montant est plus élevé que la plupart des autres minima sociaux compte tenu des efforts supérieurs à accomplir dans la construction d'un projet de vie et l'insertion sur le marché du travail. Elle ne permet pas toujours un gain au travail lorsque celui-ci est envisagé. Le Revenu universel d'activité pourrait inclure l'AAH tout en conservant une approche spécifique du handicap dans la solidarité nationale, afin de leur fournir un revenu décent en répondant à leurs besoins, en évitant de figer les parcours et les possibles pour les personnes, en favorisant l'exercice d'une activité comprise au sens large, y compris sur des temps très partiels. Il s'agit également de s'assurer d'une articulation claire avec les autres aides intégrées au Revenu universel d'activité, comme les aides au logement.





La proposition #1 : « Les personnes handicapées en situation de pauvreté » - Les arguments « Pour »



197 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Les personnes handicapées en situation de pauvreté

28% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

	AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'	39.4%
	Permettre d'avoir un revenu décent pour les personnes invalides	15.7%
	Conserver L'AAH indépendamment des conditions d'obtention du Revenu universel d'activité	14.1%
	Tenir compte du niveau d'invalidité (capacité de travailler ou pas)	6.1%
	Attribuer l'AAH indépendamment du revenu du conjoint	4.5%
	Mettre en place un véritable outil de contrôle des dossiers de demande et de renouvellement	0.5%
	ARGUMENTS GENERAUX	13.6%
	Cela pourrait être un moyen de réduire la stigmatisation de ces profils de citoyens	9.6%
	C'est une proposition sécurisante pour le parcours des handicapés	3.5%
	Créer une seule allocation incluant toutes les aides / Démarche simplificatrice	1.0%
	D'accord / C'est normal	1.0%
	AUTRES	55.1%
	C'est incompatible de conditionner une allocation aux invalides (incapacité partielle ou totale de travailler) à la reprise ou non d'une activité	25.8%
	Exprime un désagrément ou un autre argument de désagrément	14.6%
	C'est une proposition injuste / Inégalitaire	9.6%
	C'est le principe du Revenu universel d'activité "universel" "pour tous"	4.0%
	Exprime un dysfonctionnement sur la plateforme de consultation (a cliqué "pas d'accord", mais "d'accord" coché)	2.0%
	Autre	3.5%



La proposition #1 : « Les personnes handicapées en situation de pauvreté » - Les arguments « Contre »



511 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Les personnes handicapées en situation de pauvreté

72% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

ARGUMENTS GENERAUX		89.2%
Beaucoup de personnes bénéficiaires de l'AAH sont en incapacité de travailler / L' AAH ne peut être considérée comme un revenu d'activité		28.0%
L'AAH doit rester spécifique et dissociée du Revenu universel d'activité (sp) / Ne pas l'inclure (sp) / Etre complémentaire du Revenu universel d'activité		23.9%
Je suis contre (sp) / Manque de confiance / Risque de générer de la pauvreté		22.9%
L'AAH est un droit fondamental (différente d'une aide comme le RSA...)		21.1%
L'invalidité est une maladie, une "fatalité" / On ne peut traiter une personne valide comme une personne invalide		7.4%
C'est une proposition injuste à l'égard des personnes invalides / Inégalitaire / Absurde / Contraire aux droits de l'homme		5.9%
Le Revenu universel d'activité est censé être "universel" - "inconditionnel"		1.8%
AUTRES		16.0%
Exprime un dysfonctionnement sur la plateforme de consultation (a cliqué "pas d'accord mais "d'accord" coché)		7.8%
Exclure le salaire du conjoint / Dépendance à l'égard du salaire du conjoint		5.1%
	Autre	3.3%
	Rien	0.2%



La proposition #2 : « Les jeunes en situation de pauvreté » - Le résultat des votes

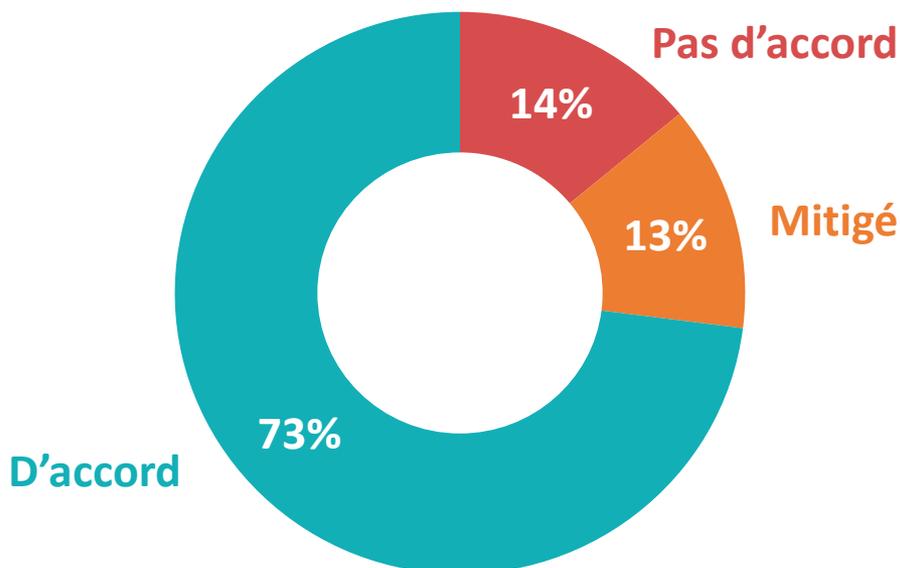
Proposition ministérielle



1714
votes

Les jeunes en situation de pauvreté

Actuellement, les jeunes de moins de 25 ans ne sont pas éligibles, sauf exception, au revenu de solidarité active (RSA). Pourtant, près d'un quart de cette population peine à vivre dignement, cumulant parfois emploi et études. Cette précarité dès le plus jeune âge peut entraîner une spirale de difficultés, et cela avant même d'entrer sur le marché du travail. Le Revenu universel d'activité pourrait donc constituer un levier pour aider ces jeunes à s'émanciper. Aussi, il pourrait permettre une plus forte sécurisation des parcours des jeunes en situation de handicap.





La proposition #2 : « Les jeunes en situation de pauvreté » - Les arguments « Pour »



202 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Les jeunes en situation de pauvreté

69% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

	AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'	56.4%
Le bénéficiaire doit s'engager : dans des études, une formation, engagement citoyen, bénévolat.../ Engagement réciproque / Accompagnement vers la recherche d'emploi...		27.7%
Tenir compte des revenus familiaux (situation des parents)		12.9%
Eclaircir certaines conditions de vie des jeunes et de leurs proches : étudiant à charge, pas à charge...		10.9%
Bien distinguer les jeunes souffrant de handicap		8.4%
Avoir un montant minimum permettant une vie décente aux jeunes		4.0%
Maintenir l'AAH comme une allocation à part entière en dehors du Revenu universel d'activité		2.5%
Indexer le Revenu universel d'activité à l'impôt sur le revenu		1.5%
	ARGUMENTS GENERAUX	49.5%
Le Revenu universel d'activité est une solution pour limiter l'exclusion des jeunes, les situations d'abandon / Une réponse à l'augmentation de la pauvreté chez les moins de 25 ans		31.7%
C'est le principe du Revenu universel d'activité "universel" "pour tous"/ L'âge n'est pas un critère d'éligibilité		13.9%
C'est une bonne initiative / Je suis d'accord (sp)		6.4%
	AUTRES	5.4%
Exprime un argument de désagrément (quid de la responsabilité parentale, proposition déresponsabilisante...)		3.5%
Autre		2.0%



La proposition #2 : « Les jeunes en situation de pauvreté » - Les arguments « Contre »



90 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Les jeunes en situation de pauvreté

31% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*	
ARGUMENTS GENERAUX		40.0%	36
	Risque d'encourager l'assistanat, l'inactivité	16.7%	15
	C'est une "fausse" solution face à la réalité des jeunes (pas durable dans le temps...) / Risque d'entretenir les inégalités	10.0%	9
	Les jeunes sont des cas spécifiques / Requierent un accompagnement différent / Spécificité des différents profils (handicap, milieu social ...)	8.9%	8
	Pose la question de la responsabilité parentale	5.6%	5
CONTRE SAUF SI...		34.4%	31
	On conditionne le versement du Revenu universel d'activité à une assiduité en matière d'études/ de formation ...	17.8%	16
	On prend en compte des revenus parentaux	8.9%	8
	On distingue bien les jeunes souffrant de handicap / de maladie grave / d'invalidité	8.9%	8
AUTRES		30.0%	27
	C'est le principe du Revenu universel d'activité "Universel" "pour tous"/ L'âge n'est pas un critère d'éligibilité	25.6%	23
	Autres	4.4%	4

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #3 : « Les personnes âgées en situation de pauvreté » - Le résultat des votes

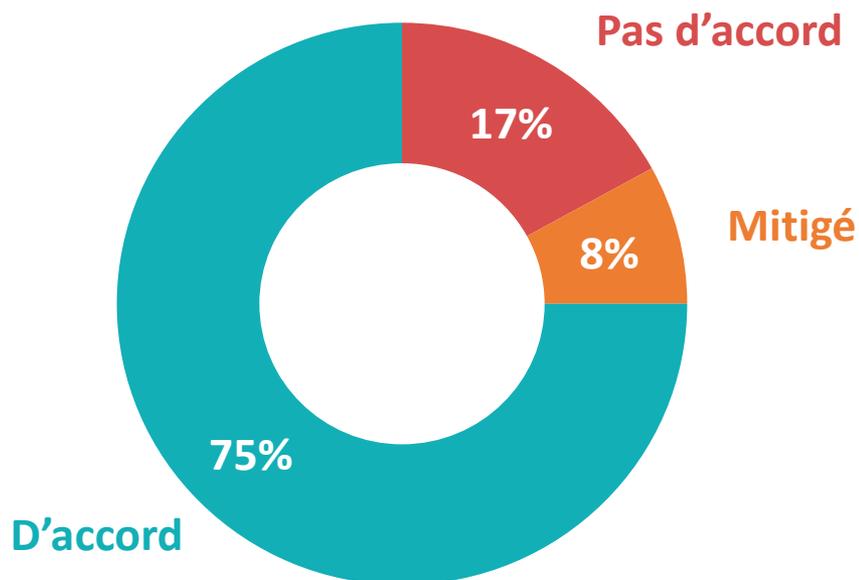


1405
votes

Proposition ministérielle

Les personnes âgées en situation de pauvreté

Le système actuel permet aux personnes âgées d'accéder à un seuil minimal de ressources avec l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). Pourtant, les allocataires de l'ASPA sont aujourd'hui confrontés à de nombreuses difficultés d'accès à leurs droits à l'âge de la retraite et de nombreuses personnes renoncent à la demander. Le Revenu universel d'activité pourrait s'adresser à eux.





La proposition #3 : « Les personnes âgées en situation de pauvreté » - Les arguments « Pour »



154 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Les personnes âgées en situation de pauvreté

60% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

	ARGUMENTS GENERAUX	61.7%
C'est une mesure plus juste / égalitaire / Permettant de vieillir de façon décente /D'accord		24.0%
Notamment pour les cas spécifiques les plus défavorisés (ayant le moins cotisé) : femme ayant interrompu sa carrière pour maternité, conjoint d'artisan, situation sanitaire délétère...		11.7%
Toutes les personnes en dessous du seuil de pauvreté		11.0%
L'ASPA est injuste car conditionnée par l'acquisition d'un bien immobilier, conditionnée aux ressources		11.0%
Le principe du Revenu universel d'activité c'est d'être « universel »		9.1%
	AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'	33.1%
De ne plus l'appeler Revenu universel d'activité car "activité" ne conviendrait pas		11.0%
Permettre une simplification des démarches / de l'accès à l'allocation		9.1%
Conditionner l'attribution du Revenu universel d'activité : citoyens ayant travaillé, résidents en France, autres aides sociales attribuées, seuil minimal ...		7.1%
Revoir la condition relative aux héritiers/droits de succession/ Aides familiales...		5.8%
	AUTRES	10.4%
Exprime un désaccord		5.8%
Autre		4.5%



La proposition #3 : « Les personnes âgées en situation de pauvreté » - Les arguments « Contre »



102 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Les personnes âgées en situation de pauvreté

40% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

	ARGUMENTS GENERAUX	52.0%
Problème de nomination de l'allocation Revenu universel d'activité car "activité" ne conviendrait pas / Retraite égal fin d'activité		19.6%
	La fusion est insensée / Ne pas fusionner (sp)	15.7%
On ne peut conditionner le versement à une activité alors que le retraité est par essence inactif		14.7%
	Le Revenu universel d'activité et la retraite doivent être deux régimes de cotisation différents	4.9%
	CONTRE SAUF SI...	33.3%
	On met en correspondance avec les réformes actuelles sur les retraites / Avec l'ASPA	25.5%
Conditionner l'attribution du Revenu universel d'activité : citoyens ayant travaillé, résidants en France, autres aides sociales attribuées, seuil minimal ...		7.8%
	AUTRES	16.7%
	Verser le Revenu universel d'activité à tous les citoyens pour leur permettre de vivre dignement / Inconditionnalité	11.8%
	Autre	4.9%



La proposition #4 : « Pour un revenu de base vraiment universel »

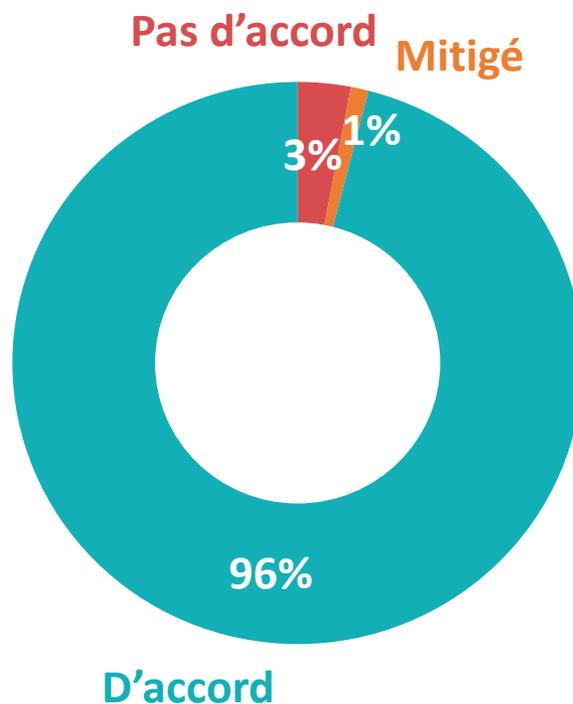


540
votes

Proposition spontanée

Pour un revenu de base vraiment universel

« Un revenu non pas pour exister, mais parce qu'on existe. » Les mots du prix Nobel d'économie britannique James Meade résument ce que doit être un revenu de base qui ne peut être qu'universel, c'est à dire versé à tous les membres de la communauté sans condition. (...) → **suite en annexe.**



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
80	65 (81%)	15 (19%)



La proposition #5 : « A tous les citoyens comme est censé l'être un réel revenu universel »

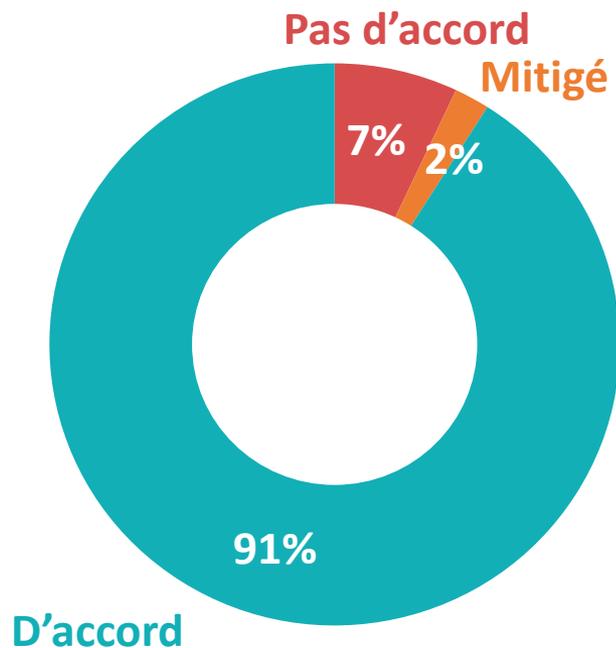


182
votes

Proposition spontanée

A tous les citoyens comme est censé l'être un réel revenu universel

Le Revenu universel d'activité n'a d'universel que son nom. Un réel revenu universel devrait se faire sans aucune contrepartie ni condition pour permettre à tous de vivre dans la dignité. Pour son financement de nombreux ouvrages précis existent sur le sujet. Globalement, cela permettrait de réduire les coûts administratifs et de contrôle car tous les Français y auraient droit, pour les plus aisés ce revenu serait compensé par la fiscalité et, surtout, cet argent ne serait pas perdu car il serait réinjecté dans l'économie réelle par ceux qui le perçoivent. C'est un levier d'équité social dans une société où le travail se raréfie, où les travailleurs pauvres et précaires augmentent et où les inégalités se creusent.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
15	11 (73%)	4 (27%)



Les résultats du Thème 3 :
**« Comment devra
fonctionner le Revenu
universel d'activité ? »**



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 3 « Comment devra fonctionner le Revenu Universel d'Activité? »

Sous-thème 1 « Les conditions à remplir pour bénéficier du Revenu universel d'activité »



288
propositions

LES CRITERES DE VERSEMENT	50,3%
Bénéficiaire du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, pour tous les statuts, dès la naissance	16,0%
Introduire une contrepartie, actions responsabilisantes, travaux d'intérêt général, formation...	12,2%
Mettre en place un seuil de revenu dans l'attribution	8,3%
Dissocier l'AAH du Revenu universel d'activité	6,9%
Etre majeur	4,2%
Dissocier les APL du Revenu universel d'activité	3,5%
Tenir compte de la situation administrative (aucune condamnation, nationalité, résident longue durée...)	2,8%
Verser le Revenu universel d'activité à chaque membre du foyer	1,7%
L'attribuer à des citoyens ayant cotisé un minimum	0,7%
LES MODALITES DE CALCUL	31,3%
En fonction de la composition du foyer (enfants à charges, situation matrimoniale...)	7,6%
En fonction du coût de la vie/Des niveaux de dépenses/Vivre dignement	7,3%
En fonction du revenu fiscal individuel/Situation individuelle	5,9%
En fonction du revenu fiscal du foyer	4,5%
Pose la question de la périodicité du calcul : trimestriel, mensuel, automatique ...	4,2%
Définir un montant minimum évolutif en fonction des critères socio-démographiques (lieu de résidence,...)	3,5%
Avis mitigé sur la prise en compte des autres revenus hors salaires (épargne, patrimoine ...)	2,4%
LES MODALITES DE FINANCEMENT	12,5%
Fusionner les organismes d'aides sociales (CAF, CPAM ...) / Toutes les aides / Bureaucratie unique	7,3%
Mettre en place un impôt pour tous pour financer le Revenu universel d'activité	3,8%
Créer des taxes sur des revenus fictifs, actions, dividendes, activités de concurrence déloyale	2,1%
AUTRES PROPOSITIONS	20,8%
Etre attentif à l'égard des plus vulnérables (personnes âgées, SDF, étudiants en situation de précarité...)	11,5%
Veiller à maintenir une équité entre les travailleurs et les non travailleurs (l'inactif ne peut gagner plus que l'actif)	4,2%
Exprime un doute sur le dispositif	3,1%
Autres	2,4%



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 3

« Comment devra fonctionner le Revenu Universel d'Activité? »

Sous-thème 2 « Les modalités de demande du Revenu universel d'activité »



48
contributions

		Effectifs*
Détecter les personnes qui ont droit au Revenu universel d'activité / Les informer de leur droit (à partir des données numérisées...) / Versement automatisé	35,4%	17
Mettre en place un guichet unique (peut-être la CAF) / Une application mutualisante	18,8%	9
Bénéficiaire du Revenu universel d'activité de façon inconditionnelle, principe même du revenu universel, pour tous les statuts, dès la naissance	14,6%	7
Mettre en place un accompagnement, un suivi à la réinsertion	12,5%	6
Pose la question du financement	10,4%	5
Autres	8,3%	4

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



L'ensemble de propositions spontanées du Thème 3

« Comment devra fonctionner le Revenu Universel d'Activité? »

Sous-thème 3 « Le financement du Revenu universel d'activité »



Effectifs*

Une taxe sur les revenus boursiers, les dividendes, les successions, le patrimoine, les cotisations patronales	19,6%	19
Autofinancement / Solidarité nationale / Redistribution	15,5%	15
Un impôt universel sur le revenu (tout le monde paie des impôts)	12,4%	12
Une légère hausse de la TVA (0,5%) / Mise en place d'une TVA sociale	10,3%	10
Les économies qui émergeront de la fusion des organismes (guichet unique)/Fusion des aides	9,3%	9
Une réduction du train de vie des hauts fonctionnaires, des fonctions régaliennes, des dépenses de l'Etat	9,3%	9
La taxe sur les robots, robotisation du travail	7,2%	7
Une taxe sur les successions, les livrets, ...	6,2%	6
La lutte contre la fraude fiscale	6,2%	6
Exprime un désaccord à l'égard du dispositif : effet pervers du financement/augmentation des impôts	6,2%	6
Un rétablissement de l'ISF	4,1%	4
Autres	8,2%	8

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.

a.



Le sous-thème 1 :

**« Les conditions à remplir
pour bénéficier du Revenu
universel d'activité »**



La proposition #1 : « Prendre en compte les revenus de tout le foyer » - Le résultat des votes

Proposition ministérielle

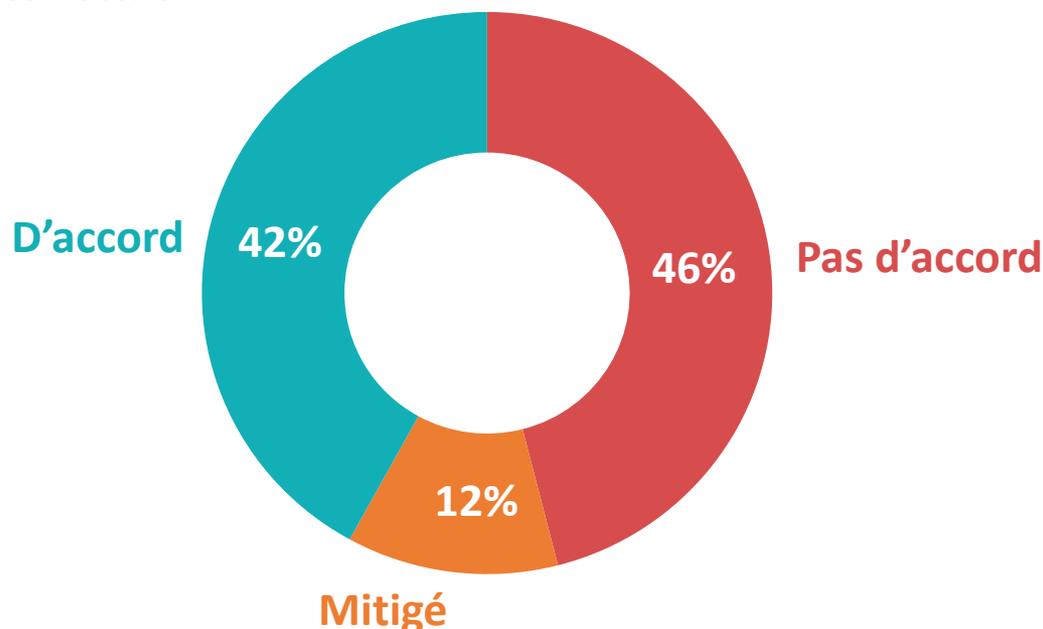


1766
votes

Prendre en compte les revenus de tout le foyer

Le fait de vivre en couple ou à plusieurs permet à une famille de faire des économies d'échelle sur certaines dépenses, par exemple en matière de loyer. C'est pourquoi aujourd'hui, notre modèle de prestations sociales, comme notre modèle fiscal, reposent sur une logique de foyers et tous les revenus du foyer sont pris en compte, même si c'est parfois à des degrés divers, comme pour l'AAH par exemple.

Le Revenu universel d'activité pourrait reprendre cette logique. Il pourrait à l'inverse être versé individuellement à chaque personne sans tenir compte d'économies d'échelles dans les dépenses afin de favoriser son autonomie voire même sans prendre en compte les revenus du conjoint par exemple. Cela pourrait être moins intrusif dans la vie privée mais conduirait à aider davantage un couple qu'une personne seule.





La proposition #1 : « Prendre en compte les revenus de tout le foyer » - Les arguments « Pour »



186 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Prendre en compte les revenus de tout le foyer

42% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

EXPRIME UN ARGUMENT DE DESAGREMENT		40.1%
L'individualisation du calcul permettra plus d'autonomie des membres du foyer		22.5%
Exprime un doute		8.6%
C'est injuste (asservissement du plus bas revenu du foyer sur le plus élevé, usine à gaz...)		7.0%
Verser le Revenu universel d'activité à tous sans condition / Universalité		4.3%
L'individualisation limitera les fraudes		1.1%
AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'		36.4%
Mettre en place des mesures de contrôle / Lutter contre la fraude		9.6%
L'AAH doit être versée indépendamment du Revenu universel d'activité		7.0%
Ne pas créer d'injustice (cumul maximal des allocations sans contrepartie, revenu faible vs. élevé du conjoint ...)		6.4%
Tenir compte des foyers fiscaux (décote au prorata du foyer, couples mariés, enfants...)		4.8%
Tenir compte du patrimoine		3.7%
Prendre en compte toutes les aides sociales		2.7%
Séparer les enfants du foyer fiscal à un certain âge (étudiant, 16 ans...)		2.7%
Tenir également compte des charges, du coût de la vie		2.1%
ARGUMENTS GENERAUX		25.1%
C'est juste, simple et équitable		12.8%
Cette modalité tient compte des spécificités au sein d'un même foyer (handicap...)		5.9%
C'est une avancée / C'est bien / Je suis d'accord (sp)		4.8%
Il faut tout simplement aider les familles		2.7%
Le Revenu universel d'activité sera intégré dans la déclaration de revenus du foyer		1.1%
FORMULE UNE PROPOSITION		15.5%
Individualiser le versement		10.7%
Utiliser le barème de l'impôt sur le revenu		1.1%
Verser le Revenu universel d'activité des enfants aux parents lorsqu'ils vivent sous le même toit		0.5%
Autre		3.2%



La proposition #1 : « Prendre en compte les revenus de tout le foyer » - Les arguments « Contre »



254 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Prendre en compte les revenus de tout le foyer

58% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

ARGUMENTS GENERAUX		65.0%
L'individualisation du calcul permettra plus d'autonomie des membres du foyer		41.7%
Cette proposition est injuste au regard de la diversité des situations financières et familiales existantes		16.5%
Le principe d'universalité, c'est l'inconditionnalité, donc l'individualité		11.0%
Le Revenu universel d'activité doit être individuel car il est attaché à l'existence de la personne (et non aux contingences familiales)		8.3%
Il y a une ambiguïté de la notion de couple (concubinage, colocation...) pour le calcul du Revenu universel d'activité		2.8%
Il faut individualiser le Revenu universel d'activité et laisser ensuite le choix aux membres du foyer de consolider ou non		0.8%
AUTRES		42.9%
L'AAH doit être versée indépendamment du Revenu universel d'activité		28.7%
Exprime un agrément ou un argument d'agrément		6.3%
Qualifie la proposition d'ambiguë, peu claire, contradictoire...		4.7%
Autre		4.7%



La proposition #2 : « Prendre en compte le fait d'avoir des enfants à charge » - Le résultat des votes

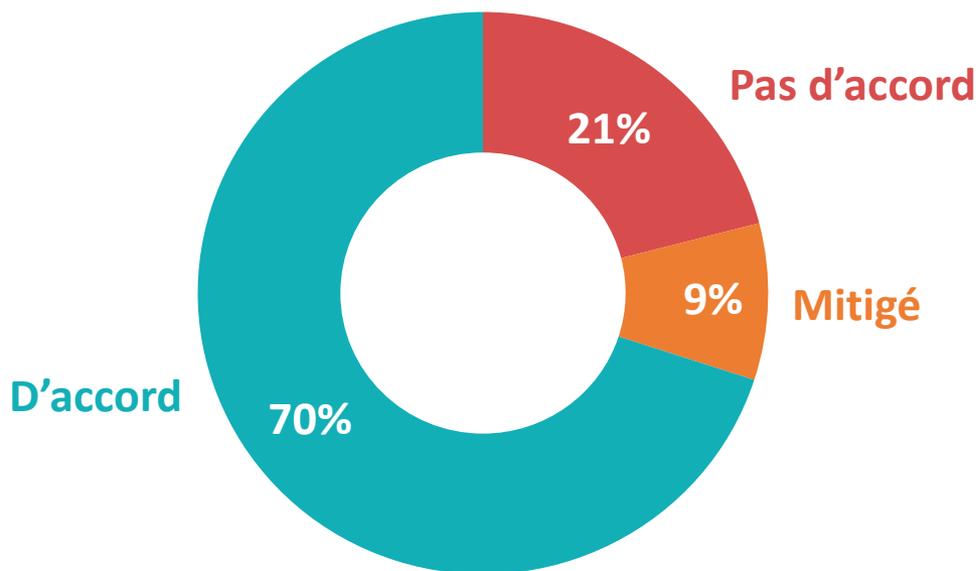


1378
votes

Proposition ministérielle

Prendre en compte le fait d'avoir des enfants à charge

Le fait d'avoir des enfants peut entraîner des dépenses supplémentaires. Aujourd'hui, certaines prestations comme le revenu de solidarité active (RSA) tiennent compte de cette situation et sont augmentées lorsque le foyer a des enfants à charge. Le Revenu universel d'activité pourrait reprendre cette logique.





La proposition #2 : « Prendre en compte le fait d'avoir des enfants à charge » - Les arguments « Pour »



139 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Prendre en compte le fait d'avoir des enfants à charge

62% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'	51.1%
Prendre en compte les allocations familiales, de rentrée	10.8%
Instaurer des contrôles (enfants scolarisés, chez leurs parents, tuteur ...)	10.8%
Universel signifie individualité, donc versement à chaque personne du foyer	9.4%
Prendre en compte l'individualité de l'enfant (bourse, enfant handicapé ...)	9.4%
Prendre en compte les personnes du foyer non contributives	7.2%
Réfléchir à notre politique de natalité	6.5%
ARGUMENTS GENERAUX	41.0%
Adapter en fonction du nombre d'enfants à charge (nombre d'enfant, plafond)	20.9%
D'accord (sp)	9.4%
On pourrait ajuster le montant en fonction de l'âge des enfants	6.5%
Verser le Revenu universel d'activité à partir d'un enfant à charge	5.0%
Cette proposition entretient le principe de solidarité	2.2%
EXPRIME UN ARGUMENT DE DESAGREMENT	18.7%
Risque de déresponsabiliser les parents	4.3%
Produira de l'injustice	2.9%
C'est déjà le cas	2.9%
Le Revenu universel d'activité doit être universel inconditionnel	2.2%
Autre	6.5%



La proposition #2 : « Prendre en compte le fait d'avoir des enfants à charge » - Les arguments « Contre »



84 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Prendre en compte le fait d'avoir des enfants à charge

38% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*
ARGUMENTS GENERAUX		67.9%
Pose la question de la responsabilité parentale (laxisme parental) / Faire des enfants est un choix individuel / Ce n'est pas à la collectivité d'assumer la parentalité	29.8%	25
Universel signifie individualité donc versement à chaque personne du foyer / Universel c'est inconditionnel	23.8%	20
Entre en conflit avec notre politique d'allocations familiales	13.1%	11
Exprime un doute sur l'intérêt de la réforme	3.6%	3
CONTRE SAUF SI...		38.1%
Limiter le nombre d'enfants pris en compte/ Revoir notre politique de natalité	22.6%	19
On y inclut une majoration pour les cas spécifiques (en situation de monoparentalité...)	6.0%	5
Conditionner le versement au fait de contribuer à la société (paiement d'impôts) / A des dispositions régaliennes (être de nationalité française, résident français)	4.8%	4
Maintenir la spécificité du versement de l'AAH	3.6%	3
Autre	2.4%	2

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.

“ La proposition #3 : « **Activité en contrepartie du Revenu universel d'activité** »

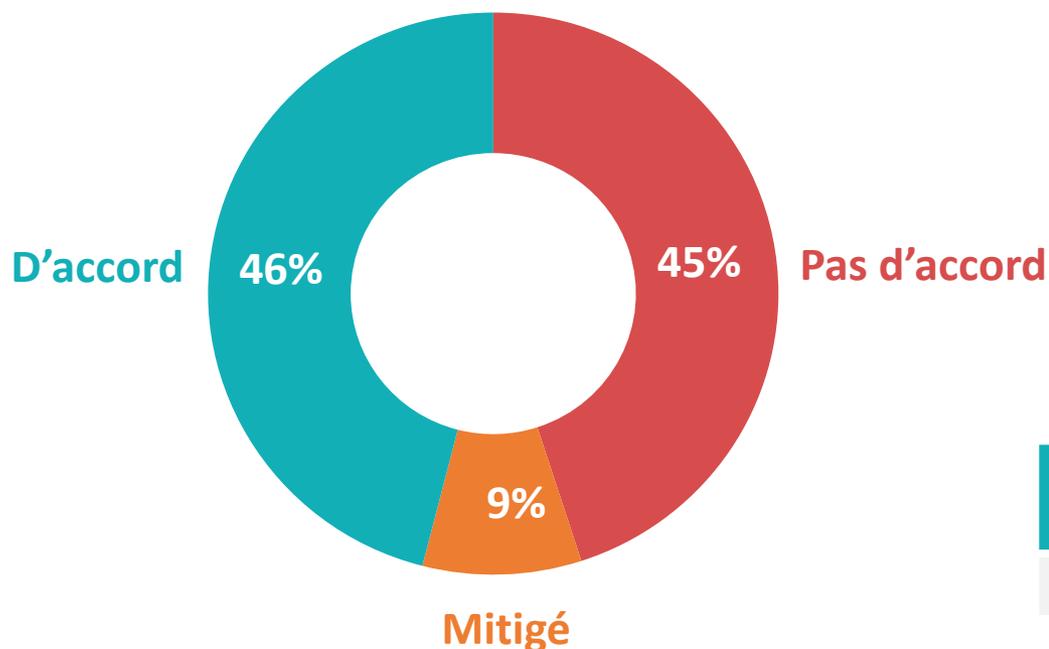


145
votes

Proposition spontanée

Activité en contrepartie du Revenu universel d'activité

En contrepartie du Revenu universel d'activité le bénéficiaire doit participer à une formation en entreprise ou autre, ou bien travailler en doublon dans le public ou le privé, pour rester actif. Quand on est inactif on perd l'habitude de travailler.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
34	17 (50%)	17 (50%)



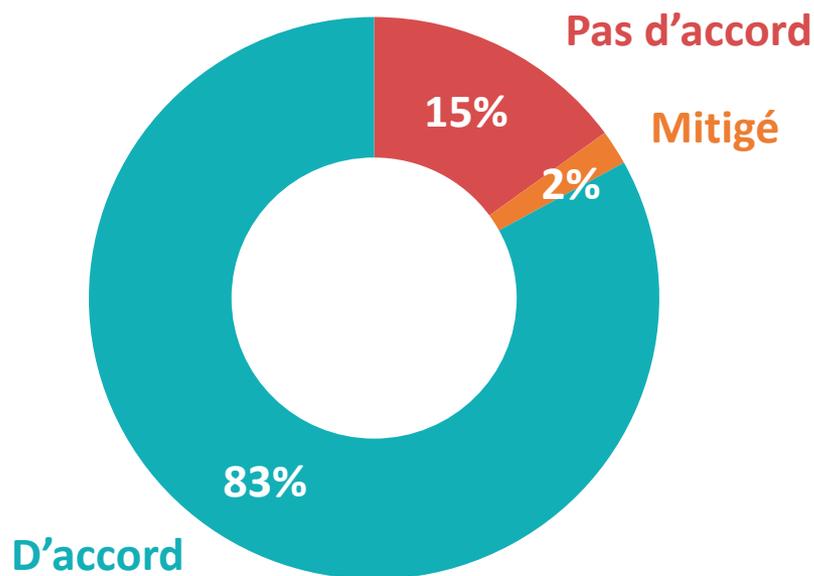
La proposition #4 : « Aucune »


119
votes

Proposition spontanée

Aucune

Revenu universel, versé à tous. Ceux qui ont un travail reverront un peu du fruit de leur travail. Les entrepreneurs auront un filet de sécurité pour leur permettre de changer d'activité au besoin. Et de toute façon tous ceux qui ont un revenu sont taxé dessus.



Nombre total d'arguments	...dont « Pour »	...dont « Contre »
9	6 (67%)	3 (33%)

b.



**Le sous-thème 2 :
« Les modalités de
demande du Revenu
universel d'activité »**



La proposition #1 : « Détecter les personnes éligibles au Revenu universel d'activité afin de les informer de leur droit » - Le résultat des votes

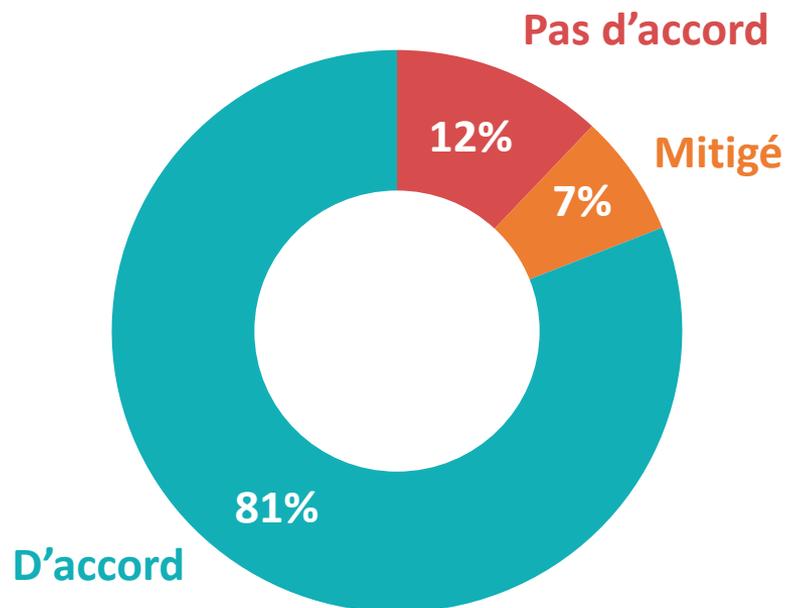


798
votes

Proposition ministérielle

Détecter les personnes éligibles au Revenu universel d'activité afin de les informer de leur droit

Avec le prélèvement à la source et le grand nombre d'informations dont disposent les administrations, on pourrait plus facilement détecter les personnes qui pourraient bénéficier du Revenu universel d'activité voire le proposer ou l'actualiser automatiquement, mais chacun pourrait refuser de bénéficier de cette aide s'il ne le souhaite pas.





La proposition #1 : « Détecter les personnes éligibles au Revenu universel d'activité afin de les informer de leur droit » - Les arguments « Pour »



77 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Détecter les personnes éligibles au Revenu universel d'activité afin de les informer de leur droit
57% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

		Effectifs*
ARGUMENTS GENERAUX		80.5%
		62
	Proposition qui permet de limiter les exclusions, le non-recours au droit	27.3%
		21
	C'est un droit / L'administration doit informé / Actualisation automatique	26.0%
		20
	En se basant sur les données recensées par les services des impôts / Informations communiquées par l'employeur avec le prélèvement à la source	23.4%
		18
	D'accord (sp) / Logique, pertinent	7.8%
		6
	Cela simplifiera les démarches administratives	6.5%
		5
AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'		15.6%
		12
	D'avoir des outils fiables de recueil d'information (compte bancaire, épargne, patrimoine...)	9.1%
		7
	Détecter les fraudeurs	3.9%
		3
	C'est un revenu universel / Pas besoin de "détecter"	2.6%
		2
	Autre	10.4%
		8

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #1 : « Détecter les personnes éligibles au Revenu universel d'activité afin de les informer de leur droit » - Les arguments « Contre »



57 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Détecter les personnes éligibles au Revenu universel d'activité afin de les informer de leur droit
43% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs
ARGUMENTS GENERAUX		84.2%
		48
Universel signifie individualité donc versement à chaque personne du foyer / Universel c'est inconditionnel	40.4%	23
Responsabiliser les citoyens dans leur demande de droit	21.1%	12
Exprime une méfiance à l'égard de l'accès automatisé à l'information	21.1%	12
Exprime un doute sur le sens réel du Revenu universel d'activité, de la proposition	8.8%	5
AUTRES		15.8%
		9
Exprime un agrément : s'appuyer sur les organismes existants ...	10.5%	6
Autre	5.3%	3

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #2 : « Dès l'attribution du Revenu universel d'activité, offrir un accompagnement professionnel et/ou social immédiat, selon la situation de la personne » - Le résultat des votes



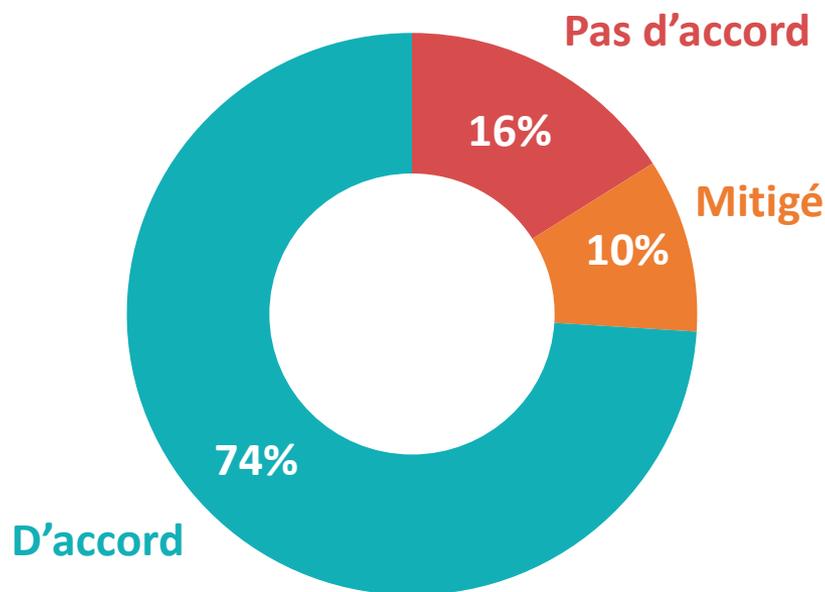
635
votes

Proposition ministérielle

Dès l'attribution du Revenu universel d'activité, offrir un accompagnement professionnel et/ou social immédiat, selon la situation de la personne

Si la personne ne travaille pas, lorsqu'elle perçoit le Revenu universel d'activité, il faudrait pouvoir lui proposer systématiquement un accompagnement social ou professionnel dès l'attribution de l'aide afin de l'aider dans sa recherche d'activité, si elle peut travailler, et à résoudre d'autres difficultés sociales éventuelles (problèmes de logement, d'accès à d'autres droits, etc.).

C'est également l'enjeu du service public de l'insertion, lancé par le gouvernement afin de renforcer et garantir dans la durée l'accompagnement adapté et individualisé des personnes en situation de pauvreté.





La proposition #2 : « Dès l'attribution du Revenu universel d'activité, offrir un accompagnement professionnel et/ou social immédiat, selon la situation de la personne » - Les arguments « Pour »



85 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Dès l'attribution du Revenu universel d'activité, offrir un accompagnement professionnel et/ou social immédiat, selon la situation de la personne

67% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

		Effectifs*	
	AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'	76.5%	65
Mettre plus de moyens (recrutement) / Optimiser l'articulation entre les organismes concernés (Pôle emploi...)	42.4%	36	
Mettre l'accent sur le contrôle des dossiers des citoyens bénéficiaires / Obligation de recherche active ou retour actif à l'emploi, à la formation...	24.7%	21	
Ne pas imposer / Respecter les aspirations de chacun / Dissocier accompagnement et contrôle	23.5%	20	
	ARGUMENTS GENERAUX	11.8%	10
Je suis d'accord sur le principe (sp)	11.8%	10	
	AUTRES	15.3%	13
Est contraire au principe de liberté voulu par le Revenu universel d'activité	5.9%	5	
Ca existe déjà	3.5%	3	
Exprime un désagrément	2.4%	2	
Autre	3.5%	3	

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #2 : « Dès l'attribution du Revenu universel d'activité, offrir un accompagnement professionnel et/ou social immédiat, selon la situation de la personne » - Les arguments « Contre »



42 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Dès l'attribution du Revenu universel d'activité, offrir un accompagnement professionnel et/ou social immédiat, selon la situation de la personne

33% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*
	ARGUMENTS GENERAUX	85.7% / 36
	Cela pose la question de l'obligation de retour à l'emploi vs accompagnement	40.5% / 17
	Le principe du Revenu universel d'activité, c'est l'inconditionnalité	31.0% / 13
	On manque de moyens en matière d'accompagnement	23.8% / 10
	AUTRES	14.3% / 6
	Ca existe déjà	9.5% / 4
	Exprime un agrément	2.4% / 1
	Autre	2.4% / 1

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.

C.



Le sous-thème 3 :
« Le financement du
Revenu universel d'activité »



La proposition #1 : « Financer le Revenu universel d'activité par la solidarité nationale » - Le résultat des votes

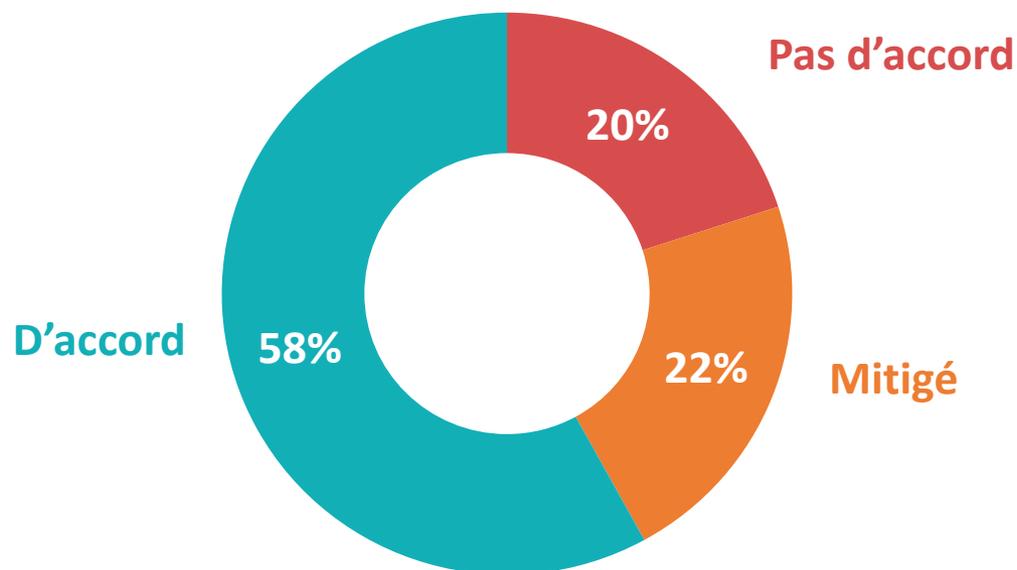


597
votes

Proposition ministérielle

Financer le Revenu universel d'activité par la solidarité nationale

Aujourd'hui, les prestations qui pourraient composer le Revenu universel d'activité sont financées principalement par l'État (APL, AAH, prime d'activité) mais le RSA est financé par les départements.





La proposition #1 : « Financer le Revenu universel d'activité par la solidarité nationale » - Les arguments « Pour »



86 arguments
« Pour »

Proposition ministérielle

Financer le Revenu universel d'activité par la solidarité nationale

62% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Pour »

		Effectifs*
<i>Effectifs*</i>		
AGREMENT A CONDITION QUE/QU'/DE/D'		
	43.0%	37
Indexer une contribution sur tous les revenus / Impôt symbolique	19.8%	17
Taxer les revenus spéculatifs	15.1%	13
Avoir un équilibre dans la redistribution (en fonction des régions, des départements...)	9.3%	8
ARGUMENTS GENERAUX		
	25.6%	22
Miser sur les économies d'échelles (guichet unique...) / D'autres économies	17.4%	15
C'est le cas actuellement	9.3%	8
AUTRES		
	38.4%	33
C'est à l'Etat de s'en charger	12.8%	11
Ambiguïté sur la question financement (qui, comment, maintenir le système actuel, risque d'alourdir la fiscalité...)	8.1%	7
Répartir les efforts avec les départements/les régions	7.0%	6
Exprime un doute à l'égard du Revenu universel d'activité, de la proposition	2.3%	2
Financement par les cotisations salariales/patronales	2.3%	2
Autre	5.8%	5

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.



La proposition #1 : « Financer le Revenu universel d'activité par la solidarité nationale » - Les arguments « Contre »



53 arguments
« Contre »

Proposition ministérielle

Financer le Revenu universel d'activité par la solidarité nationale

38% des arguments concernant cette proposition ont été rédigés dans la colonne « Contre »

		Effectifs*
ARGUMENTS GENERAUX		26
	49.1%	
Taxer financièrement les produits importés / Les marchés financiers / Les entreprises excédentaires	26.4%	14
Exprime un doute à l'égard du Revenu universel d'activité, de la proposition	15.1%	8
Risque d'accroître la pression fiscale	9.4%	5
CONTRE SAUF SI...		19
	35.8%	
Ambiguïté sur l'intérêt de cette proposition (est-ce au peuple d'y répondre, proposition vague, ...)	18.9%	10
Territorialiser le financement (région ou département)	11.3%	6
Repenser les économies de l'Etat (dépenses inutiles)	5.7%	3
Autre	15.1%	8

*Effectifs précisés pour les bases inférieures à 100 contributions.

06



**Les résultats de l'enquête de
satisfaction sur la consultation
en ligne**



La méthodologie de l'enquête de satisfaction



781 personnes ont répondu à l'enquête de satisfaction réalisée à l'issue de la consultation en ligne sur le Revenu universel d'activité.

Ce questionnaire a été envoyé par newsletter à tous les participants de la consultation ayant accepté de recevoir des mails, deux jours après la fin de la consultation : il est resté accessible à toutes les personnes souhaitant y participer pendant deux semaines, du 22 novembre au 5 décembre 2019.



Le traitement des données issues de ce questionnaire de satisfaction a été réalisé par **OpinionWay** en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.

La méthodologie utilisée pour le traitement des questions fermées a été présentée au comité de pilotage de la consultation citoyenne sur le Revenu Universel d'Activité.



Les réponses ont été directement recueillies par le Comité de pilotage de la consultation citoyenne sur le Revenu universel d'activité.

Aucune question n'impliquait une obligation de répondre.



Les canaux de connaissance de la consultation

Q. Comment avez-vous entendu parler de la consultation en ligne sur le Revenu universel d'activité ?

(Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100%)



781
personnes





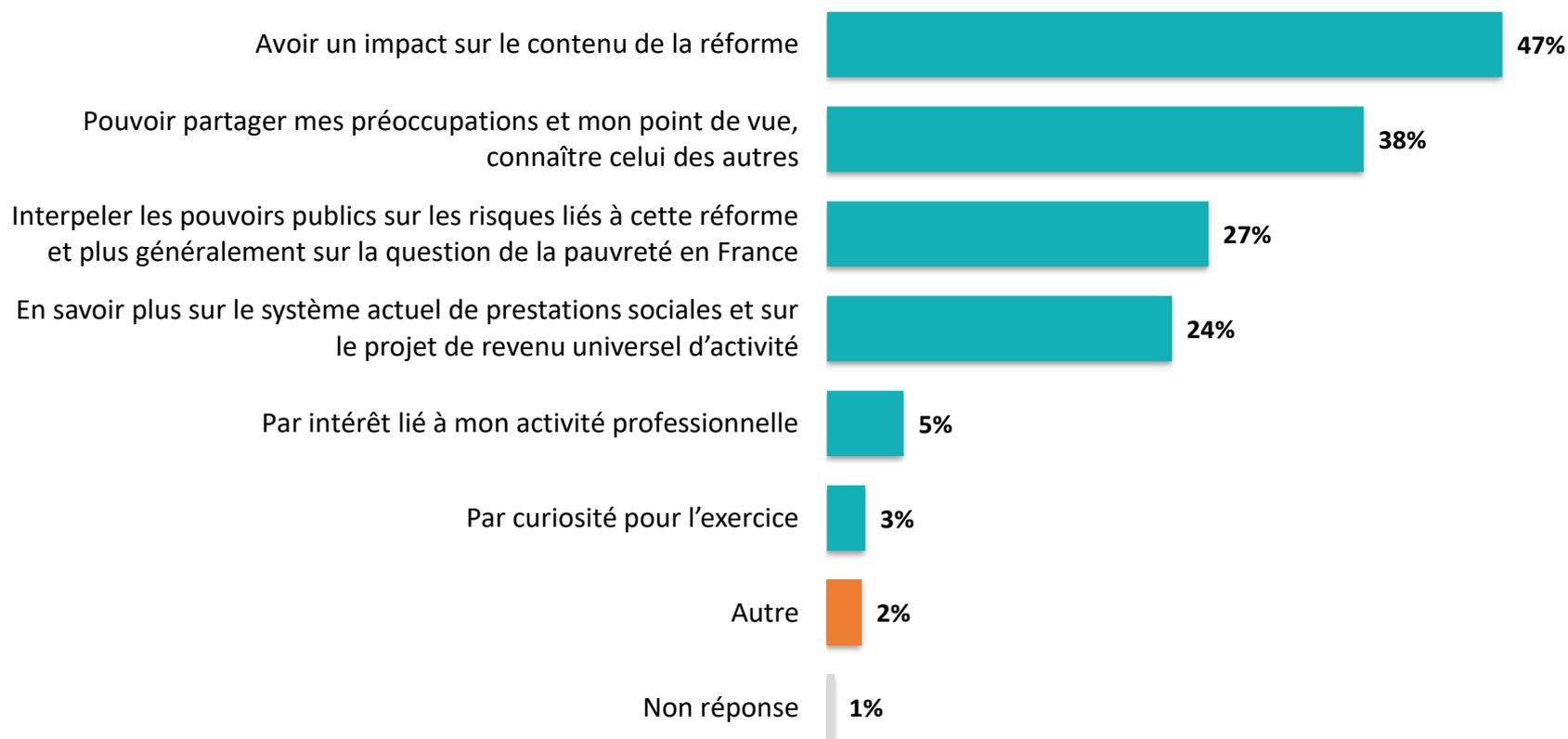
Les motivations de la participation à la consultation



781
personnes

Q. Quelles étaient vos motivations à participer à cette consultation ?

(Deux réponses possibles - Total supérieur à 100%)



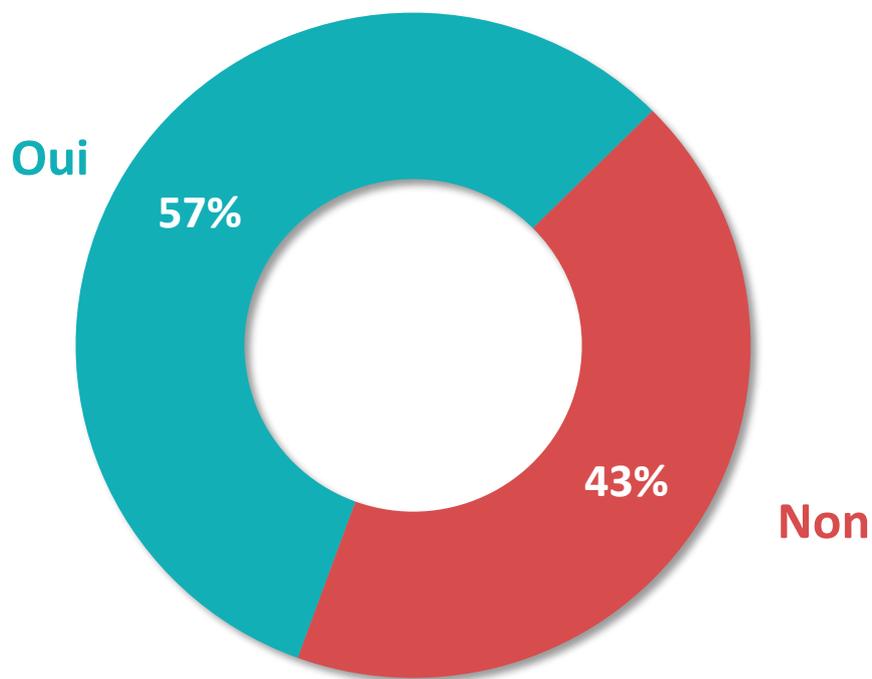


Les précédentes participations à des consultations



781
personnes

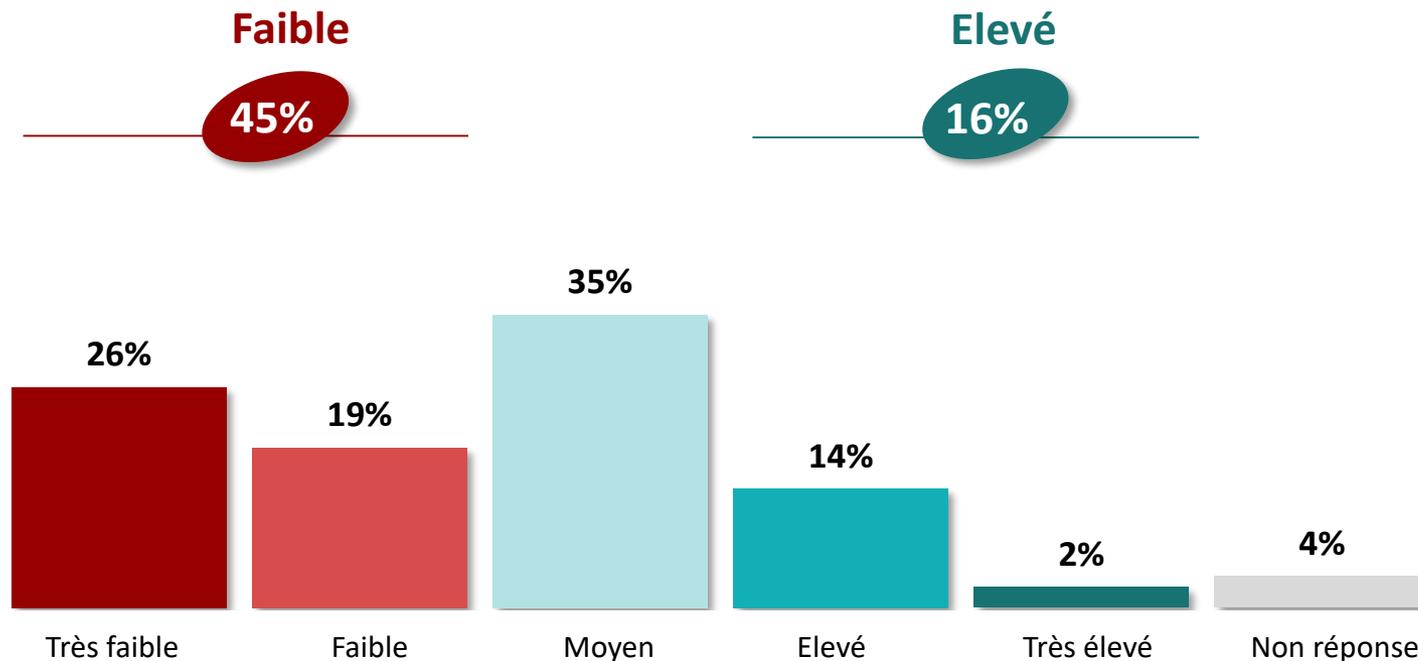
Q. Aviez-vous déjà participé à une consultation en ligne avant celle-ci ?



“ La confiance vis-à-vis de la prise en compte des résultats de la consultation

Q. Quel est votre niveau de confiance vis-à-vis de la prise en compte des résultats par les autorités publiques ?

781 personnes



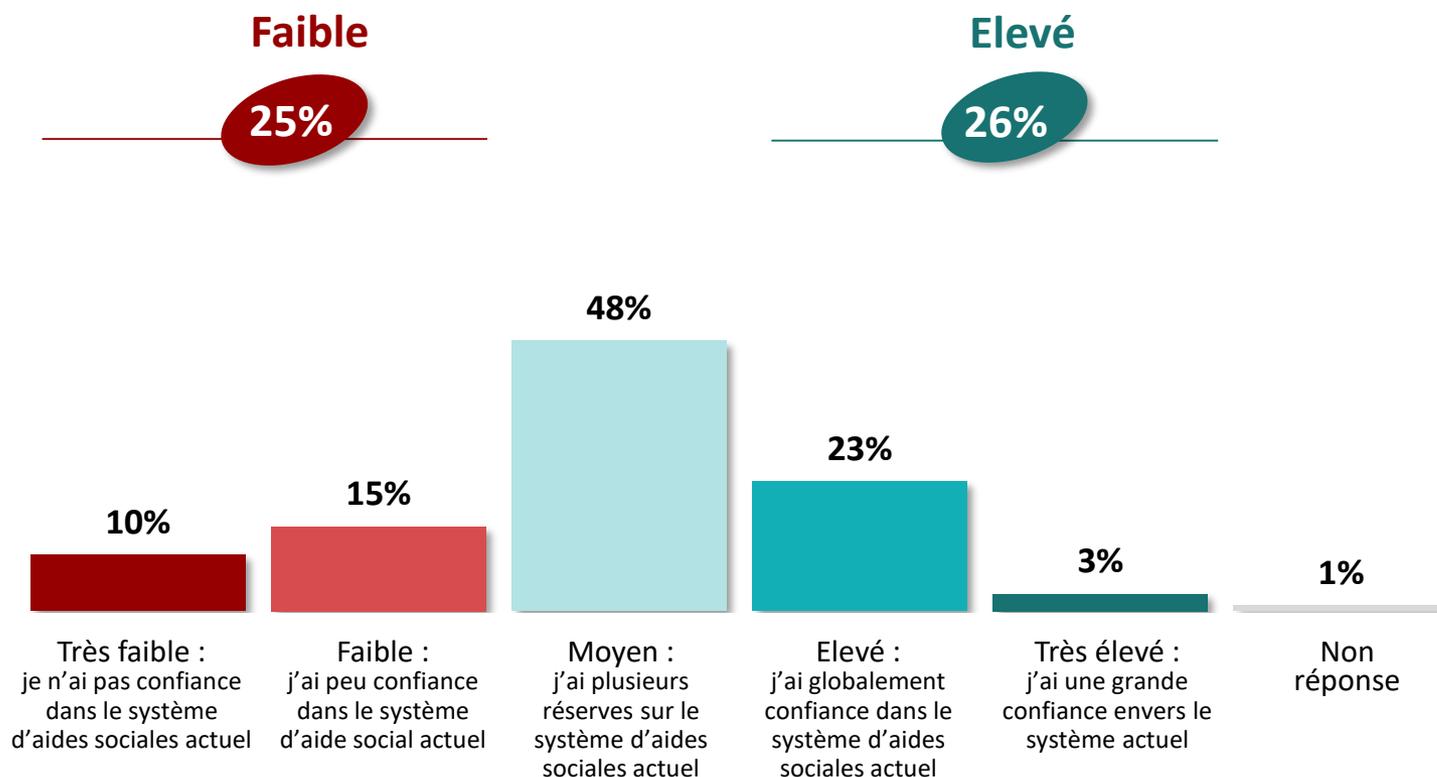


La confiance dans le système d'aides sociales actuel



781
personnes

Q. Quel est votre niveau de confiance dans le système d'aides sociales actuel ?





La connaissance du système d'aides sociales en France



781
personnes

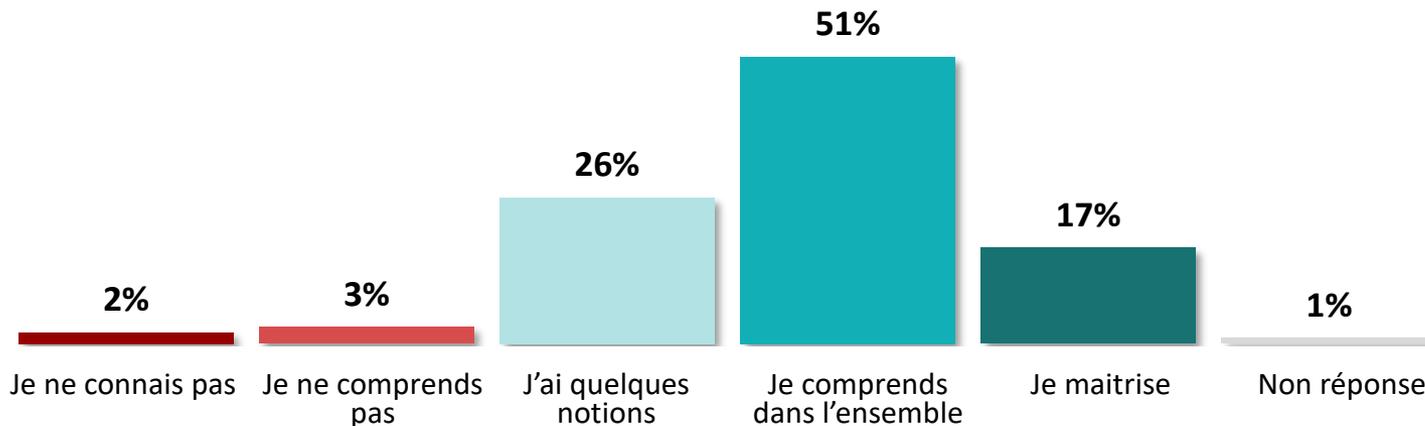
Q. Comment estimez-vous votre niveau de connaissance des objectifs et du fonctionnement pratique du système d'aides sociales en France ?

Ne connaît pas/comprend pas

5%

Comprend/maîtrise

68%



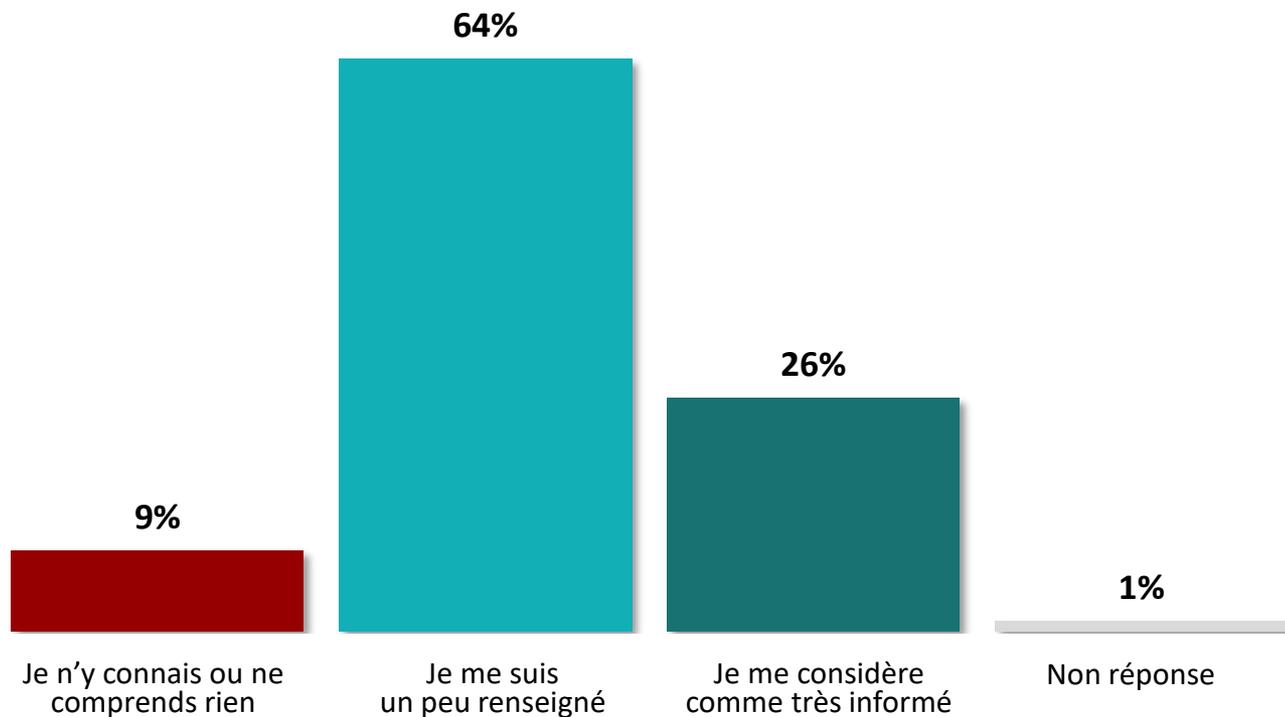


La connaissance du Revenu Universel d'Activité



781
personnes

Q. Comment estimez-vous votre niveau de connaissance du futur Revenu universel d'activité ?





L'avis sur différents aspects de la consultation en ligne



781
personnes

Q. Voici une série de propositions concernant la consultation en ligne. Pour chacune des propositions ci-dessous, pouvez-vous vous positionner ?

Note 1 = « Pas du tout d'accord » - Note 10 = « Tout à fait d'accord »

Note
moyenne

J'ai trouvé le site de la consultation facile à utiliser
(pour voter, exprimer un argument, ajouter une proposition, vous informer, etc.)



6,4

J'ai trouvé la démarche de consultation transparente



6,3

J'ai trouvé que les informations présentées sur le site étaient plutôt neutres et objectives



6,0

J'ai trouvé que les propositions sur lesquelles les participants étaient invités à s'exprimer étaient complètes et abordaient bien tous les sujets liés au revenu universel d'activité



5,6



07



**Le profil des participants
à l'enquête de satisfaction**



Le profil des participants à l'enquête de satisfaction



781
personnes

Sexe	%
Hommes	47%
Femmes	52%
Non renseigné	1%

Age	%
18-24 ans	2%
25-34 ans	7%
35-49 ans	20%
50-64 ans	47%
65 ans et plus	23%
Non renseigné	1%

Situation familiale	%
Seul(e)	45%
En couple	53%
Non renseigné	2%

Situation professionnelle	%
Agent ou salarié du secteur public	11%
Salarié du secteur privé	18%
Retraité	35%
Indépendant ou chef d'entreprise	4%
Etudiant	1%
En recherche d'emploi	13%
Autres	16%
Non renseigné	2%

Nombre d'enfants à charge	%
Sans enfant	68%
Avec enfant	30%
...1 enfant	16%
...2 enfants	9%
...3 enfants et plus	5%
Non renseigné	2%

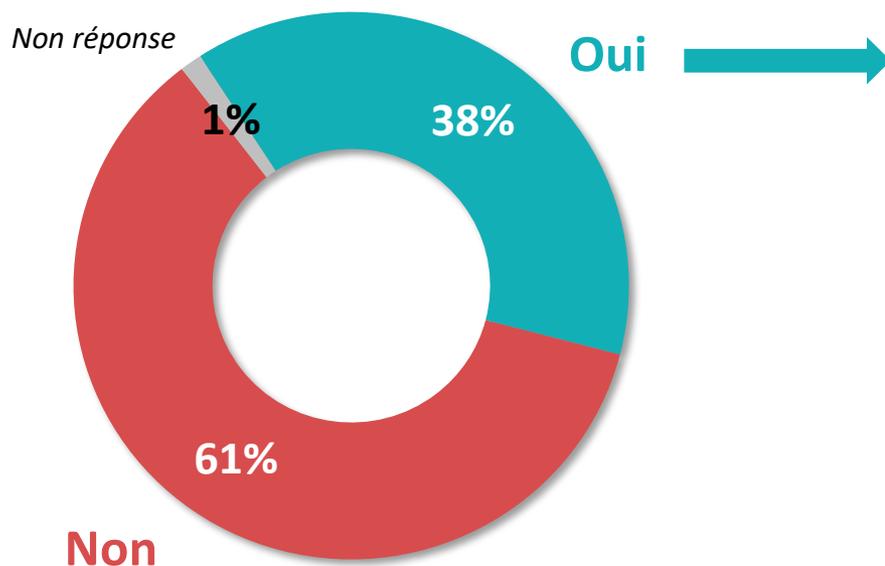


Le recours aux prestations sociales



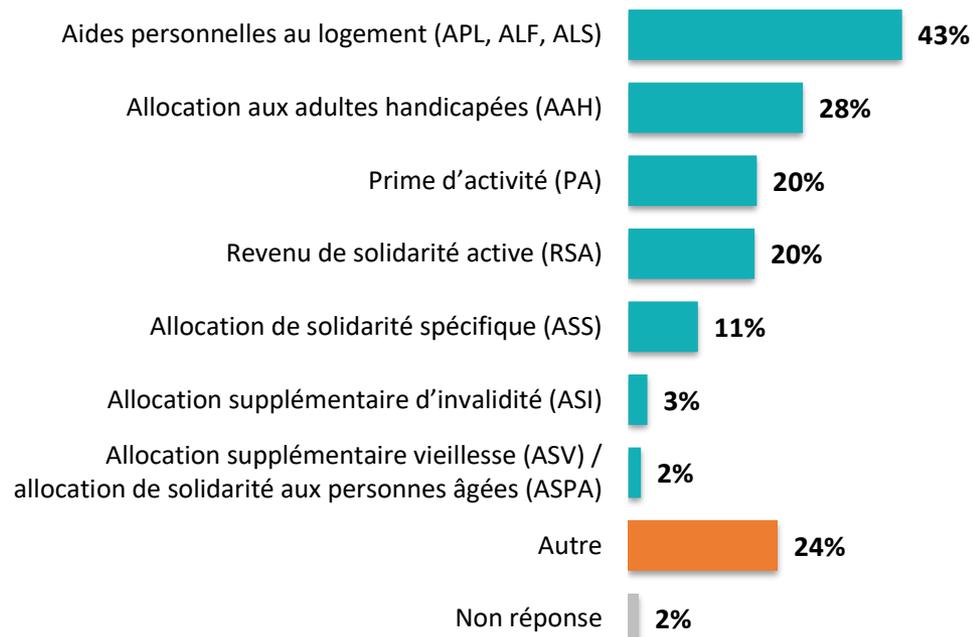
781
personnes

Q. Etes-vous, ou avez-vous ces 12 derniers mois, été bénéficiaire d'une prestation sociale ?



Q. Laquelle / Lesquelles ?

Question posée uniquement aux bénéficiaires d'une prestation sociale actuellement ou lors des 12 derniers mois, soit 38% des participants (Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100%)





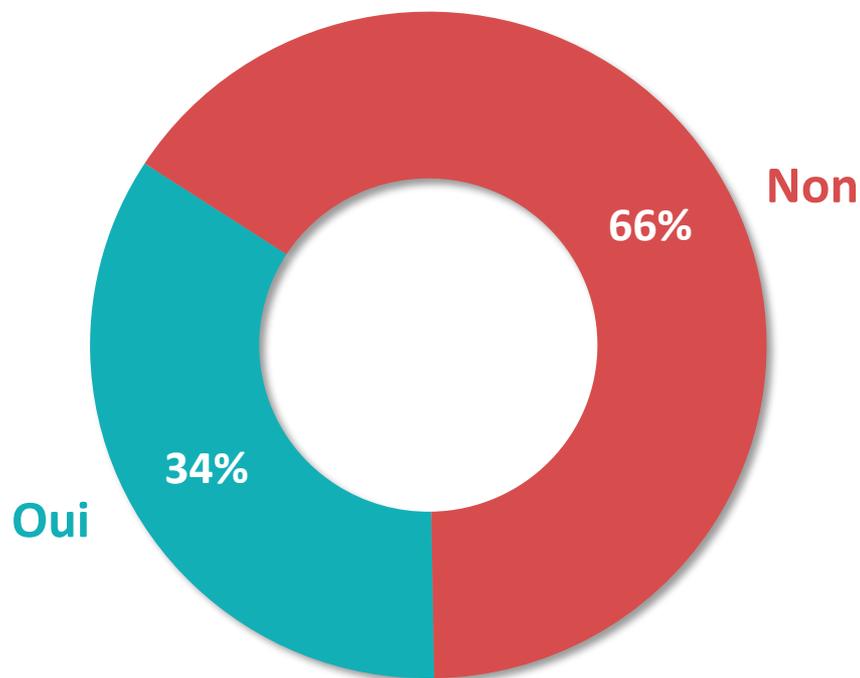
Le recours aux prestations sociales



299
personnes

Q. Avez-vous déjà renoncé à demander une allocation/ prestation sociale alors que vous y aviez droit ?

Question posée uniquement aux bénéficiaires d'une prestation sociale actuellement ou lors des 12 derniers mois, soit 38% des participants



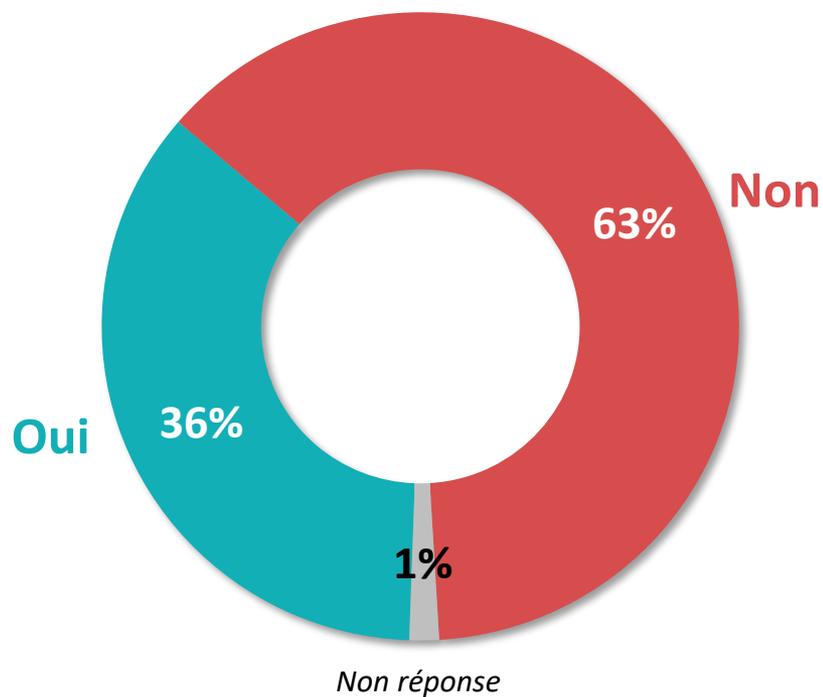


La situation financière

Q. Vous considérez-vous en situation de pauvreté ?



781
personnes



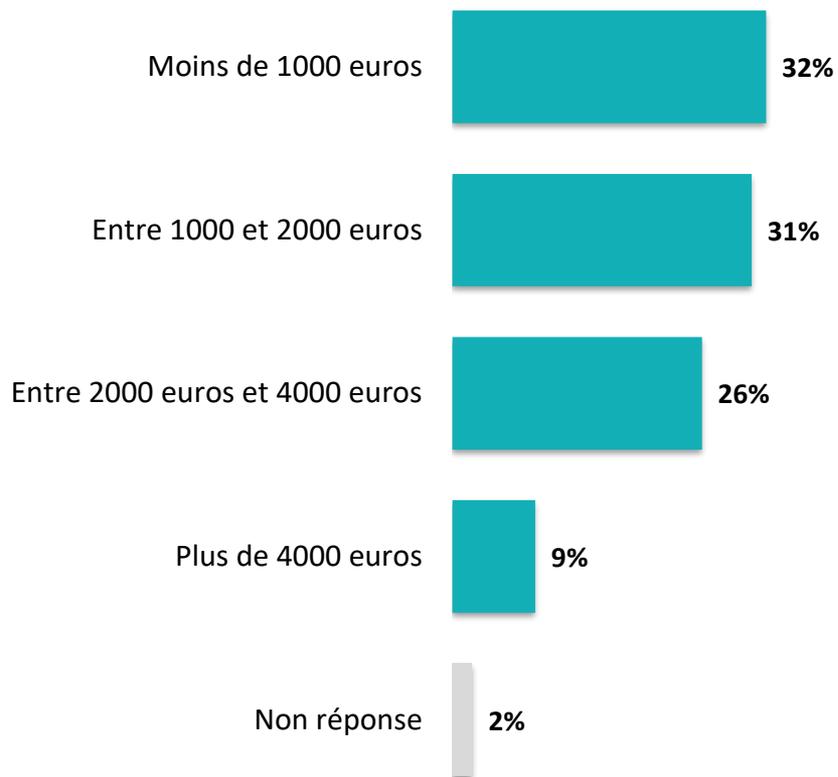


La situation financière



781
personnes

Q. A combien estimez-vous votre revenu disponible mensuel ?



08



Annexe

Annexe - « Pour un revenu de base vraiment universel » (1/2)

Ci-dessous l'intégralité de la proposition 4, mentionnée en page 90.

Cette proposition est issue du thème 2 : « A qui le Revenu universel d'activité devra-t-il s'adresser ? ».

« *Un revenu non pas pour exister, mais parce qu'on existe.* » Les mots du prix Nobel d'économie britannique James Meade résumant ce que doit être un **revenu de base** qui ne peut être qu'**universel**, c'est à dire versé à tous les membres de la communauté **sans condition**.

Le mouvement des gilets jaunes a révélé la détresse de millions de personnes, chômeurs, travailleurs pauvres, artisans, paysans, mères célibataires, jeunes sans ressources qui, **avec ou sans travail**, n'arrivent plus à vivre décemment dans une société où la richesse produite n'a jamais été aussi grande.

Sans perdre de vue l'impérieuse nécessité de rééquilibrer en faveur du travail le partage de la valeur ajoutée, on peut dès à présent changer de pied en substituant à la redistribution actuelle, organisée par l'État, curative, faite d'une multitude d'aides ciblées, et conditionnées, une **redistribution universelle transformatrice** par l'**allocation d'un revenu d'existence inconditionnel et individuel** fondée sur deux principes et une condition :

- **Principe de solidarité** : Chacun contribue en fonction de ses moyens (en revenus et en patrimoine) à la satisfaction des besoins élémentaires de se nourrir et de se loger dignement en toute circonstance,
- **Principe d'universalité** : Tout le monde reçoit, tout le monde participe au financement. **A revenu universel, contribution universelle**. Contribution qui par rapport au système actuel ne sera pas plus lourde pour plus de 95 % des foyers fiscaux actuels.
- Enfin, ce revenu dissocié de l'emploi doit être d'un **montant suffisant** pour éradiquer tout au long de la vie la pauvreté en se substituant à toutes les aides conditionnées financées par le budget de l'État (jamais de revenu individuel par unité de consommation < 1000€).

DÉFINITION

Le **revenu d'existence** est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué individuellement à tous les membres d'une communauté, de la naissance à la mort, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement, dans une société solidaire...pour assurer à chacun une existence digne en toute circonstance. (Définition du [Mouvement Français pour un Revenu de Base - M.F.R.B.](#))

En ce sens il ne fait qu'assurer les **conditions élémentaires d'existence**, définies par l'article 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, les soins médicaux, le logement ainsi que pour les services sociaux nécessaires* ».

OBJECTIFS

- **Participer** à la lutte contre les inégalités et à la lutte contre la pauvreté,
- **En finir** avec des politiques d'aides d'État complexes, stigmatisantes, coûteuses et inefficaces.
- **Donner** à tous les **mêmes atouts** et permettre à chacun de choisir son itinéraire de vie indépendamment de ses origines sociales pour contribuer à son tour, en fonction de ses capacités, à la création de richesse.
- **Émanciper** l'individu de l'aliénation d'un emploi de survie et lui permettre d'exercer réellement ses talents, de se réaliser et s'épanouir hors et dans l'emploi.

Ce nouveau **droit social à une existence digne** complète et renforce le système de sécurité sociale financé par la cotisation sur les salaires (assurance maladie, assurance chômage et système de retraite par répartition). Il prolonge le programme de la Sécurité sociale mise en place il y a 70 ans tel qu'énoncé dans l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 : « *La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale, elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère.* »

Annexe - « Pour un revenu de base vraiment universel » (2/2)

Ci-dessous l'intégralité de la proposition 4, mentionnée en page 90.

Cette proposition est issue du thème 2 : « A qui le Revenu universel d'activité devra-t-il s'adresser ? ».

CONSÉQUENCES

- **Élimination** des situations de grande fragilité économique et donc de pauvreté :
 - o Travailleurs pauvres (tous les revenus du travail, allocations chômage, retraite, s'ajoutent au revenu de base).
 - o Jeunes adultes célibataires sans travail, étudiants.
 - o Familles monoparentales, mères célibataires, enfants de familles pauvres.
 - o Les personnes âgées, quel que soit leur parcours de vie, sont assurés d'un minimum vital de 1000 €.
- **Sans être conditionné à la recherche d'un emploi**, il encourage à la reprise d'une activité choisie dont les revenus s'ajoutent à ce revenu de base.
- **Avec une réduction du temps de travail choisie rendue possible**, avec l'abandon d'un emploi salarié pour une activité indépendante, viabilisée grâce à ce revenu d'existence, le chômage diminuera. Les activités non marchandes, l'investissement humain dans le champ social régénéreront l'ensemble de la société.
- Il contribuera aussi au **développement d'une économie locale** par la viabilisation d'activités et d'emplois aujourd'hui fragilisées économiquement.
- Le revenu comme la contribution **sont individuels** libérant ainsi la personne de toute contingence familiale,
- **Les enfants et les jeunes adultes** disposent des mêmes atouts **quelle que soit leur origine familiale**. Avec ce revenu d'existence ils peuvent choisir de construire leur avenir en se donnant le temps et les moyens de révéler leur propre potentiel par une formation choisie.
- Avec la diminution du chômage et de ses conséquences, l'amélioration de la santé par une meilleure qualité de vie, la diminution de la souffrance au travail, l'augmentation de l'activité et l'accroissement des richesses créées individuellement, il ne fait aucun doute que l'ensemble des institutions publiques en seront bénéficiaires. Ainsi ce revenu de base permettra à terme de réduire les dépenses publiques dues aux dégâts humains et sociaux du système actuel.
- Quand tout le monde contribue de manière simple par un effort progressif en fonction de ses revenus et de son patrimoine, **sans exception**, à l'allocation de ce véritable dividende universel **la cohésion de la société en est renforcée**. C'est la fin des exemptions catégorielles, des ayant-droits, des niches fiscales qui divisent la société et font que « le coût des autres » l'emporte sur l'empathie. Le consentement au financement de ce droit universel est plus facilement accepté. Le flux des plus riches vers les plus démunis ne dépend que du niveau des inégalités dans la société.
- **Le budget de l'État et des administrations publiques** sont **allégés** du coût de l'ensemble des politiques d'aides sociales actuelles avantageusement remplacées par ce revenu de base universel.
- Enfin, **face aux défis environnementaux**, pour permettre à chacun, individuellement, de faire les bons choix pour la collectivité, tant dans son rôle de producteur comme celui de consommateur, chacun doit être certain, qu'en toute circonstance, il disposera de quoi assurer son quotidien grâce à la solidarité de l'ensemble des membres de la communauté.

« *Pour avancer, une société a besoin de rêves, pas de cauchemars. Or, quand on regarde autour de nous, on constate que ces rêves n'arrivent pas à émerger* » Rutger Bregman, auteur du livre « Utopies réalistes ».

Il est de notre devoir de faire de nos rêves une réalité, nous en avons les moyens.

Guy Valette [LA SCIENCE DU PARTAGE](#)



“opinionway

15 place de la République 75003 Paris

« Rendre le monde intelligible pour agir aujourd’hui et imaginer demain. »